

MEMORIAL

Journal Officiel
du Grand-Duché de
Luxembourg



MEMORIAL

Amtsblatt
des Großherzogtums
Luxemburg

RECUEIL DES SOCIÉTÉS ET ASSOCIATIONS

Le présent recueil contient les publications prévues par la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales et par loi modifiée du 21 avril 1928 sur les associations et les fondations sans but lucratif.

C — N° 1436

22 décembre 2005

SOMMAIRE

Automates Video, S.à r.l., Filsdorf	68893	Immobis S.A., Meispelt	68887
B.A.C.F., Bureau d'Assistance Comptable et Fiscale S.A., Beckerich	68882	Immodir S.A., Meispelt	68892
B.A.C.F., Bureau d'Assistance Comptable et Fiscale S.A., Beckerich	68883	Immohil S.A., Meispelt	68891
Babar S.A.H, Luxembourg	68887	Immomir S.A., Meispelt	68892
Babar S.A.H, Luxembourg	68887	Impragold, S.à r.l., Wasserbillig	68927
Babar S.A.H, Luxembourg	68888	Jackson Hole International Holding S.A., Luxem- bourg	68889
Babar S.A.H, Luxembourg	68888	(De) Kichechef, S.à r.l., Capellen	68891
Babar S.A.H, Luxembourg	68888	Lake Harvest International S.A., Wiltz	68886
Babar S.A.H, Luxembourg	68888	Lake Harvest International S.A., Wiltz	68887
Babar S.A.H, Luxembourg	68888	LCF Rothschild PriFund Conseil S.A., Luxem- bourg	68888
Biff Autowash, S.à r.l., Luxembourg	68893	Ligne Holdco Lux, S.à r.l., Luxembourg	68894
Boc No. 2, S.à r.l., Luxembourg	68912	Mamerimmo S.A., Meispelt	68892
Chimpex S.A.H., Luxembourg	68928	Miki-Team S.A., Capellen	68889
Damovo II, S.à r.l., Luxembourg	68928	(De) Miwwelchef, S.à r.l., Capellen	68891
Deltek, S.à r.l., Waldbillig	68893	Overland Trust Corporation S.A., Luxembourg	68892
E.T.L., Electrotechnique du Luxembourg S.A., Capellen	68885	Pareco International Holding S.A., Luxembourg	68890
E.T.L., Electrotechnique du Luxembourg S.A., Capellen	68886	Pixcell, S.à r.l., Luxembourg	68893
European Fiduciary Advisors S.A., Beckerich	68883	Transport Fouquet, S.à r.l., Greiveldange	68893
European Fiduciary Advisors S.A., Beckerich	68884	Transport Fouquet, S.à r.l., Greiveldange	68893
General Capital S.A., Luxembourg	68901	Trench Electric S.A., Luxembourg	68884
Geprolux S.A., Luxembourg	68890	Vendôme Financière S.A., Luxembourg	68881
Habitcenter S.A., Capellen	68890	VSP Vertriebs Service Partner GmbH, Wasser- billig	68891
Icare S.A.H., Luxembourg	68927	Xenos, Sicav, Luxembourg	68927
Immobilière Mamer Concept S.A., Meispelt	68891		

VENDOME FINANCIERE S.A., Société Anonyme.

Siège social: Luxembourg, 5, boulevard de la Foire.
R. C. Luxembourg B 95.514.

Le bilan au 31 décembre 2004, enregistré à Luxembourg, le 29 juillet 2005, réf. LSO-BG12214, a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 5 août 2005.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 3 août 2005.

Signature.

(070813.3/534/10) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 5 août 2005.

B.A.C.F., BUREAU D'ASSISTANCE COMPTABLE ET FISCALE S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-8521 Beckerich, 27, Huewelerstrooss.

R. C. Luxembourg B 99.590.

L'an deux mille cinq, le dix-neuf juillet.

Par-devant Maître Anja Holtz, notaire de résidence à Wiltz.

S'est réunie l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires de la société BUREAU D'ASSISTANCE COMPTABLE ET FISCALE S.A., en abrégé B.A.C.F. S.A., avec siège social à L-9209 Diekirch, 20A, Bamertal, constituée suivant acte reçu par le notaire Joseph Elvinger, alors de résidence à Dudelange, en date du 14 mai 1997, publié au Mémorial C, Recueil Spécial des Sociétés et Associations de l'année 1997 page 21.483, modifiée suivant acte reçu par le même notaire, de résidence à Luxembourg, en date du 16 novembre 1998, publié au dudit Mémorial C Numéro 74 du 6 février 1999, modifié suivant acte reçu par le notaire instrumentant en date du 30 mars 2004, publié au dudit Mémorial C, numéro 539 du 25 mai 2004,

inscrite au registre du commerce et des sociétés Luxembourg sous le numéro B 99.590.

L'assemblée est ouverte à 10.45 heures et choisit comme président/scrutateur Monsieur Willy Francken, comptable, demeurant à B-2610 Wilrijk, 59, Kerkhofstraat,

qui désigne comme secrétaire Mademoiselle Jessica Kiffer, apprentie, demeurant à Gosseldange.

Le bureau ainsi constitué, le Président expose et prie le notaire instrumentant d'acter:

I. Que la présente assemblée générale extraordinaire a pour:

Ordre du jour:

1. Le transfert du siège de la société de Diekirch à L-8521 Beckerich, 27, Huewelerstrooss et la modification subséquente de l'article 2 alinéa premier des statuts comme suit:

«**Art. 2. (alinéa 1^{er}).** Le siège social de la société est établi à Beckerich.»

2. La démission de deux administrateurs avec décharge.

3. La nomination de deux nouveaux administrateurs jusqu'à l'assemblée générale statuant sur l'exercice de l'an 2010.

4. La prolongation du mandat de l'administrateur Monsieur Willy Francken jusqu'à l'assemblée générale statuant sur l'exercice de l'an 2010.

II. Les actionnaires présents ou représentés, les mandataires des actionnaires représentés et le nombre d'actions qu'ils détiennent sont renseignés sur une liste de présence. Cette liste de présence, après avoir été signée ne varietur par les actionnaires présents, les mandataires des actionnaires représentés ainsi que par les membres du bureau et le notaire instrumentant, restera annexée aux présentes, avec lesquelles elle sera enregistrée.

III. Que l'intégralité du capital social étant présente ou représentée à la présente assemblée, il a pu être fait abstraction des convocations d'usage, les actionnaires présents ou représentés se reconnaissant dûment convoqués et déclarant par ailleurs avoir eu connaissance de l'ordre du jour qui leur a été communiqué au préalable.

IV. Que la présente assemblée, réunissant l'intégralité du capital social, est constituée régulièrement et peut valablement délibérer, telle qu'elle est constituée, sur les points de l'ordre du jour.

Ces faits étant reconnus exacts par l'assemblée, le Président expose les raisons qui ont amené le conseil d'administration à proposer les points figurant à l'ordre du jour.

L'assemblée général, après avoir délibéré, prend à l'unanimité des voix, les résolutions suivantes:

Première résolution

L'assemblée décide de transférer le siège de la société de Diekirch à L-8521 Beckerich, 27, Huewelerstrooss et de modifier en conséquence l'article 2 alinéa premier des statuts comme suit:

«**Art. 2. (alinéa 1^{er}).** Le siège social de la société est établi à Beckerich.»*Deuxième résolution*

L'assemblée accepte la démission de deux administrateurs, la société AMERICAN FIDUCIARY SERVICES LTD et Monsieur Marc De Pril et leur accorde pleine et entière décharge pour l'exécution de leur mandat jusqu'à ce jour.

Troisième résolution

L'assemblée décide de nommer deux nouveaux administrateurs jusqu'à l'assemblée générale statuant sur l'exercice de l'an 2010:

- la société EURO FINANCE CONCEPT LTD, avec siège social à Londres (GB) N13 4BS, 483 Green Lanes, inscrite au «Companies House» à Cardiff, sous le numéro 5420917.

- la société EUROPEAN FIDUCIARY ADVISORS S.A., avec siège social à L-9209 Diekirch, 20A, Bamertal, inscrite au Registre de commerce et des sociétés sous le numéro B 97.368.

Quatrième résolution

L'assemblée décide de prolonger le mandat du troisième administrateur Monsieur Willy Francken, né à Anvers (B), le 14 décembre 1935, demeurant à B-2610 Wilrijk, 59, Kerkhofstraat jusqu'à l'assemblée générale statuant sur l'exercice de l'an 2010.

Plus rien ne figurant à l'ordre du jour, la présente assemblée a été clôturée à 11.00 heures.

Frais

Le montant des dépens, frais, rémunérations et charges de toutes espèces qui incombent à la société ou qui sont mis à sa charge à raison du présent acte s'élèvent approximativement à 600,- EUR.

Dont acte, fait et passé à Wiltz, date qu'en tête des présentes.
Et après lecture faite et interprétation donnée aux comparants connus du notaire instrumentant par noms, prénoms usuels, états et demeures, ils ont signé avec le notaire.
Signé: W. Francken, J. Kiffer, A. Holtz.
Enregistré à Wiltz, le 20 juillet 2005, vol. 319, fol. 56, case 7. – Reçu 12 euros.

Le Receveur (signé): G. Biver.

Pour expédition conforme, délivrée sur papier libre à la société aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Wiltz, le 9 août 2005.
(902644.3/2724/72) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Diekirch, le 12 août 2005.

A. Holtz.

B.A.C.F., BUREAU D'ASSISTANCE COMPTABLE ET FISCALE S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-8521 Beckerich, 27, Huewelerstrooss.
R. C. Luxembourg B 99.590.

Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 août 2005.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Wiltz, le 9 août 2005.

Pour la société

A. Holtz

Notaire

(902645.3/2724/12) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Diekirch, le 12 août 2005.

EUROPEAN FIDUCIARY ADVISORS S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-8521 Beckerich, 27, Huewelerstrooss.
R. C. Luxembourg B 97.368.

L'an deux mille cinq, le dix-neuf juillet.

Par-devant Maître Anja Holtz, notaire de résidence à Wiltz.

S'est réunie l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires de la société EUROPEAN FIDUCIARY ADVISORS S.A., avec siège social à L-9209 Diekirch, 20A, Bamertal, constituée suivant acte reçu par le notaire Gérard Lecuit, alors de résidence à Mersch, en date du 5 septembre 1991, publié au Mémorial C, Recueil Spécial des Sociétés et Associations de l'année 1992 page 4.392, modifiée suivant acte reçu par le notaire Gérard Lecuit, alors de résidence à Mersch, en date du 8 novembre 1994, publié au dudit Mémorial C Numéro 91 du 6 mars 1995, modifiée suivant acte reçu par le notaire Martine Weinandy, de résidence à Clervaux, le 16 novembre 1998, publié au Mémorial C, Recueil Spécial des Sociétés et Associations, numéro 123 du 26 février 1999, modifiée suivant acte reçu par le notaire instrumentant en date du 18 mai 2004, publié au dudit Mémorial C, numéro 800 du 4 août 2004,

inscrite au registre du commerce et des sociétés Luxembourg sous le numéro B 97.368.

L'assemblée est ouverte à 11.00 heures et choisit comme président/scrutateur Monsieur Willy Francken, comptable, demeurant à B-2610 Wilrijk, 59, Kerkhofstraat,

qui désigne comme secrétaire Mademoiselle Jessica Kiffer, apprentie, demeurant à Gosseldange.

Le bureau ainsi constitué, le Président expose et prie le notaire instrumentant d'acter:

I. Que la présente assemblée générale extraordinaire a pour:

Ordre du jour:

1. Le transfert du siège de la société de Diekirch à L-8521 Beckerich, 27, Huewelerstrooss et la modification subséquente de l'article 1^{er}, troisième alinéa, première phrase des statuts comme suit:

«**Art. 1^{er}. (troisième alinéa, première phrase).** Le siège social de la société est établi à Beckerich.»

2. La démission d'un administrateur la société APPROVED CONSULTANCY SERVICES LTD avec décharge.

3. La nomination d'un nouvel administrateur jusqu'à l'assemblée générale statuant sur l'exercice de l'an 2010:

- la société EURO FINANCE CONCEPT LTD, avec siège social à Londres (GB) N13 4BS, 483 Green Lanes, inscrite au «Companies House» à Cardiff, sous le numéro 5420917.

4. La prolongation du mandat des administrateurs Monsieur Willy Francken et la société BACF S.A. jusqu'à l'assemblée générale statuant sur l'exercice de l'an 2010.

II. Les actionnaires présents ou représentés, les mandataires des actionnaires représentés et le nombre d'actions qu'ils détiennent sont renseignés sur une liste de présence. Cette liste de présence, après avoir été signée ne varietur par les actionnaires présents, les mandataires des actionnaires représentés ainsi que par les membres du bureau et le notaire instrumentant, restera annexée aux présentes, avec lesquelles elle sera enregistrée.

III. Que l'intégralité du capital social étant présente ou représentée à la présente assemblée, il a pu être fait abstraction des convocations d'usage, les actionnaires présents ou représentés se reconnaissant dûment convoqués et déclarant par ailleurs avoir eu connaissance de l'ordre du jour qui leur a été communiqué au préalable.

IV. Que la présente assemblée, réunissant l'intégralité du capital social, est constituée régulièrement et peut valablement délibérer, telle qu'elle est constituée, sur les points de l'ordre du jour.

Ces faits étant reconnus exacts par l'assemblée, le Président expose les raisons qui ont amené le conseil d'administration à proposer les points figurant à l'ordre du jour.

L'assemblée général, après avoir délibéré, prend à l'unanimité des voix, les résolutions suivantes:

Première résolution

L'assemblée décide de transférer le siège de la société de Diekirch à L-8521 Beckerich, 27, Huewelerstrooss, et de modifier en conséquence l'article premier, troisième alinéa, première phrase des statuts comme suit:

«**Art. 1^{er}. (troisième alinéa, première phrase).** Le siège social de la société est établi à Beckerich.»

Deuxième résolution

L'assemblée accepte la démission d'un administrateur la société APPROVED CONSULTANCY SERVICES LTD et lui accorde pleine et entière décharge pour l'exécution de son mandat jusqu'à ce jour.

Troisième résolution

L'assemblée décide de nommer un nouvel administrateur jusqu'à l'assemblée générale statuant sur l'exercice de l'an 2010:

- la société EURO FINANCE CONCEPT LTD, avec siège social à Londres (GB) N13 4BS, 483 Green Lanes, inscrit au «Companies House» à Cardiff, sous le numéro 5420917.

Quatrième résolution

L'assemblée décide de prolonger le mandat des deux autres administrateurs Monsieur Willy Francken, et la société BACF S.A. jusqu'à l'assemblée ordinaire statuant sur l'exercice de l'an 2010.

Plus rien ne figurant à l'ordre du jour, la présente assemblée a été clôturée à 11.10 heures.

Frais

Le montant des dépens, frais, rémunérations et charges de toutes espèces qui incombent à la société ou qui sont mis à sa charge à raison du présent acte s'élèvent approximativement à 600,- EUR.

Signé: W. Francken, J. Kiffer, A. Holtz.

Dont acte, fait et passé à Wiltz, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée aux comparants connus du notaire instrumentant par noms, prénoms usuels, états et demeures, ils ont signé avec le notaire.

Enregistré à Wiltz, le 20 juillet 2005, vol. 319, fol. 56, case 8. – Reçu 12 euros.

Le Receveur (signé): G. Biver.

Pour expédition conforme, délivrée sur papier libre à la société aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Wiltz, le 9 août 2005.

A. Holtz.

(902646.3/2724/72) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Diekirch, le 12 août 2005.

EUROPEAN FIDUCIARY ADVISORS S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-8521 Beckerich, 27, Huewelerstrooss.

R. C. Luxembourg B 97.368.

Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 août 2005.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Wiltz, le 9 août 2005.

Pour la société

A. Holtz

Notaire

(902647.3/2724/12) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Diekirch, le 12 août 2005.

TRENCH ELECTRIC S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1145 Luxembourg, 180, rue des Aubépines.

R. C. Luxembourg B 61.987.

Monsieur Michael Bissell s'est démis de ses fonctions d'administrateur avec effet au 8 février 2005.

Luxembourg, le 1^{er} août 2005.

Pour TRENCH ELECTRIC S.A., Société Anonyme

EXPERTA LUXEMBOURG, Société Anonyme

A. Garcia-Hengel / S. Wallers

Enregistré à Luxembourg, le 2 août 2005, réf. LSO-BH00653. – Reçu 14 euros.

Le Receveur (signé): D. Hartmann.

(070792.3/1017/13) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 5 août 2005.

E.T.L., ELECTROTECHNIQUE DU LUXEMBOURG S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-8308 Capellen, 75, Parc d'Activités.

R. C. Luxembourg B 99.907.

L'an deux mille cinq, le dix août.

Par-devant Maître Anja Holtz, notaire de résidence à Wiltz.

S'est réunie l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires de la société anonyme ELECTROTECHNIQUE DU LUXEMBOURG S.A., en abrégé E.T.L. S.A., avec siège social à L-1521 Luxembourg, 140, rue Adolphe Fischer, constituée suivant acte reçu par le notaire Jean Seckler, de résidence à Junglinster, en date du 19 mars 2004, publié au Mémorial C, Recueil Spécial des Sociétés et Associations, Numéro 534 du 22 mai 2004,

inscrite au registre du commerce et des sociétés Luxembourg sous le numéro B 99.907.

L'assemblée est ouverte à 16.30 heures et sous la présidence de Monsieur Benoît de Bien, consultant, avec adresse professionnelle à L-9515 Wiltz, 59, rue G.-D. Charlotte

qui désigne comme secrétaire Mademoiselle Jessica Kiffer, employée privée, demeurant à Gosseldange.

L'assemblée choisit comme scrutateur Madame Sonia Paoletti, assistante de direction, avec adresse professionnelle à L-8308 Capellen, 75, Parc d'Activités.

Le bureau ainsi constitué, le Président expose et prie le notaire instrumentant d'acter:

I. Que la présente assemblée générale extraordinaire a pour:

Ordre du jour:

1. Le transfert du siège de la société de Luxembourg à L-8308 Capellen, 75, Parc d'Activités et la modification sub-séquente de l'article 2 premier alinéa comme suit:

«Art. 2. (premier alinéa). Le siège social est établi à Capellen.»

2. La démission du commissaire aux comptes avec décharge.

3. La nomination d'un nouveau commissaire aux comptes jusqu'à l'assemblée générale ordinaire de l'an 2009.

II. Les actionnaires présents ou représentés, les mandataires des actionnaires représentés et le nombre d'actions qu'ils détiennent sont renseignés sur une liste de présence. Cette liste de présence, après avoir été signée ne varietur par les actionnaires présents, les mandataires des actionnaires représentés ainsi que par les membres du bureau et le notaire instrumentant, restera annexée aux présentes, avec lesquelles elle sera enregistrée.

Resteront pareillement annexées aux présentes les procurations des actionnaires représentés, après avoir été signées ne varietur par les membres du bureau et le notaire instrumentant.

III. Que l'intégralité du capital social étant présente ou représentée à la présente assemblée, il a pu être fait abstraction des convocations d'usage, les actionnaires présents ou représentés se reconnaissant dûment convoqués et déclarant par ailleurs avoir eu connaissance de l'ordre du jour qui leur a été communiqué au préalable.

IV. Que la présente assemblée, réunissant l'intégralité du capital social, est constituée régulièrement et peut valablement délibérer, telle qu'elle est constituée, sur les points de l'ordre du jour.

Ces faits étant reconnus exacts par l'assemblée, le Président expose les raisons qui ont amené le conseil d'administration à proposer les points figurant à l'ordre du jour.

L'assemblée générale, après avoir délibéré, prend à l'unanimité des voix, les résolutions suivantes:

Première résolution

L'assemblée décide de transférer le siège de la société de Luxembourg à L-8308 Capellen, 75, Parc d'Activités et de modifier en conséquence l'article 2 premier alinéa des statuts comme suit:

«Art. 2. (premier alinéa). Le siège social est établi à Capellen.»*Deuxième résolution*

L'assemblée accepte la démission du commissaire aux comptes Monsieur Pascal Bonnet et lui accorde pleine et entière décharge pour l'exécution de son mandat jusqu'à ce jour.

Troisième résolution

L'assemblée décide de nommer un nouveau commissaire aux comptes jusqu'à l'assemblée générale ordinaire de l'an 2009:

La société FIDOMES, S.à r.l., avec siège social à L-9515 Wiltz, 59, rue G.-D. Charlotte, inscrite au Registre de commerce et des sociétés sous le numéro B 95.765.

Plus rien ne figurant à l'ordre du jour, la présente assemblée a été clôturée à 16.45 heures.

Frais

Le montant des dépens, frais, rémunérations et charges de toutes espèces qui incombent à la société ou qui sont mis à sa charge à raison du présent acte s'élèvent approximativement à 825,- EUR.

Dont acte, fait et passé à Capellen, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée aux comparants connus du notaire instrumentant par noms, prénoms usuels, états et demeures, ils ont signé avec le notaire.

Signé: B. De Bien, S. Paloetti, J. Kiffer, A. Holtz.

Enregistré à Wiltz, le 11 août 2005, vol. 319, fol. 61, case 9. – Reçu 12 euros.

Le Receveur (signé): G. Biver.

Pour expédition conforme, délivrée sur papier libre à la société aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Wiltz, le 16 août 2005.

A. Holtz.

(902740.3/2724/65) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Diekirch, le 19 août 2005.

E.T.L., ELECTROTECHNIQUE DU LUXEMBOURG S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-8308 Capellen, 75, Parc d'Activités.

R. C. Luxembourg B 99.907.

Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 19 août 2005.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Wiltz, le 16 août 2005.

Pour la société

A. Holtz

Notaire

(902741.3/2724/12) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Diekirch, le 19 août 2005.

LAKE HARVEST INTERNATIONAL S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-9522 Wiltz, 15, rue du Fossé.

R. C. Luxembourg B 92.352.

L'an deux mille cinq, le onze août.

Par-devant Maître Anja Holtz, notaire de résidence à Wiltz.

S'est réunie l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires de la société LAKE HARVEST INTERNATIONAL S.A., avec siège social à L-9535 Weidingen, 30, um Knupp, constituée suivant acte reçu par le notaire Maître Joseph Elvinger, de résidence à Luxembourg, en date du 23 mai 2001, publié au Mémorial C, Recueil Spécial des Sociétés et Associations, Numéro 1227 du 24 décembre 2001, modifiée suivant acte reçu par le même notaire, de résidence à Luxembourg, en date du 10 février 2003, publié au dudit Mémorial C Numéro 493 du 7 mai 2003, inscrite au registre du commerce et des sociétés Luxembourg sous le numéro B 92.352

L'assemblée est ouverte à 10.00 heures sous la présidence de Monsieur Damien Legros, administrateur de sociétés, demeurant à B-4920 Aywaille, 53, rue des Trixhes,

qui désigne comme secrétaire Mademoiselle Jessica Kiffer, employée privée, demeurant à Gosseldange.

L'assemblée choisit comme scrutateur Madame Laurence Puig, employée, demeurant à Bastogne.

Le bureau ainsi constitué, le Président expose et prie le notaire instrumentant d'acter:

I. Que la présente assemblée générale extraordinaire a pour:

Ordre du jour:

1. Le transfert du siège de la société de Weidingen à L-9522 Wiltz, 15, rue du Fossé et la modification subséquente de l'article 3 alinéa premier des statuts comme suit:

«**Art. 3. (first paragraph).** The registered office of the Company is situated in Wiltz, Grand Duchy of Luxembourg.»

«**Art. 3. (alinéa 1^{er}).** Le siège social de la société est établi à Wiltz, Grand-Duché de Luxembourg.»

II. Les actionnaires présents ou représentés, les mandataires des actionnaires représentés et le nombre d'actions qu'ils détiennent sont renseignés sur une liste de présence. Cette liste de présence, après avoir été signée ne varietur par les actionnaires présents, les mandataires des actionnaires représentés ainsi que par les membres du bureau et le notaire instrumentant, restera annexée aux présentes, avec lesquelles elle sera enregistrée.

Resteront pareillement annexées aux présentes les procurations des actionnaires représentés, après avoir été signées ne varietur par les membres du bureau et le notaire instrumentant.

III. Que 99,68% du capital social étant présente ou représentée à la présente assemblée, il a pu être fait abstraction des convocations d'usage, les actionnaires présents ou représentés se reconnaissant dûment convoqués et déclarant par ailleurs avoir eu connaissance de l'ordre du jour qui leur a été communiqué au préalable.

IV. Que la présente assemblée, réunissant 99,68% du capital social, est constituée régulièrement et peut, suivant l'article 67-1 de la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales, valablement délibérer sur les points de l'ordre du jour.

Ces faits étant reconnus exacts par l'assemblée, le Président expose les raisons qui ont amené le conseil d'administration à proposer les points figurant à l'ordre du jour.

L'assemblée générale, après avoir délibéré, prend à l'unanimité des voix, la résolution suivante:

Résolution unique

L'assemblée décide de transférer le siège de la société de Weidingen à L-9522 Wiltz, 15, rue du Fossé et de modifier en conséquence l'article 3 alinéa premier des statuts comme suit:

«**Art. 3. (first paragraph).** The registered office of the Company is situated in Wiltz, Grand Duchy of Luxembourg.»

«**Art. 3. (alinéa 1^{er})**. Le siège social de la société est établi à Wiltz, Grand-Duché de Luxembourg.»
Plus rien ne figurant à l'ordre du jour, la présente assemblée a été clôturée à 10.30 heures.

Frais

Le montant des dépens, frais, rémunérations et charges de toutes espèces qui incombent à la société ou qui sont mis à sa charge à raison du présent acte s'élèvent approximativement à 800,- EUR.

Dont acte, fait et passé à Wiltz, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée aux comparants connus du notaire instrumentant par noms, prénoms usuels, états et demeures, ils ont signé avec le notaire.

Signé: D. Legros, J. Kiffer, L. Puig, A. Holtz.

Enregistré à Wiltz, le 11 août 2005, vol. 319, fol. 62, case 1. – Reçu 12 euros.

Le Receveur (signé): G. Biver.

Pour expédition conforme, délivrée sur papier libre à la société, aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Wiltz, le 16 août 2005.

A. Holtz.

(902742.3/2724/58) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Diekirch, le 19 août 2005.

LAKE HARVEST INTERNATIONAL S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-9522 Wiltz, 15, rue du Fossé.

R. C. Luxembourg B 92.352.

Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 19 août 2005.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Wiltz, le 16 août 2005.

Pour la société

A. Holtz

Notaire

(902743.3/2724/12) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Diekirch, le 19 août 2005.

IMMOBIS S.A., Société Anonyme.

Siège social: Meispelt, 38, rue de Kopstal.

R. C. Luxembourg B 76.763.

Le bilan au 31 décembre 2004, enregistré à Luxembourg, le 1^{er} août 2005, réf. LSO-BH00226, a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 4 août 2005.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

FIDUCIAIRE CONTINENTALE S.A.

Signature

(070473.3/504/11) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 4 août 2005.

BABAR S.A., Société Anonyme Holding.

Siège social: Luxembourg, 16, allée Marconi.

R. C. Luxembourg B 11.855.

Le bilan au 31 décembre 1998, enregistré à Luxembourg, le 1^{er} août 2005, réf. LSO-BH00192, a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 4 août 2005.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

FIDUCIAIRE CONTINENTALE S.A.

Signature

(070455.3/504/11) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 4 août 2005.

BABAR S.A., Société Anonyme Holding.

Siège social: Luxembourg, 16, allée Marconi.

R. C. Luxembourg B 11.855.

Le bilan au 31 décembre 1999, enregistré à Luxembourg, le 1^{er} août 2005, réf. LSO-BH00196, a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 4 août 2005.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

FIDUCIAIRE CONTINENTALE S.A.

Signature

(070458.3/504/11) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 4 août 2005.

68888

BABAR S.A., Société Anonyme Holding.

Siège social: Luxembourg, 16, allée Marconi.
R. C. Luxembourg B 11.855.

Le bilan au 31 décembre 2000, enregistré à Luxembourg, le 1^{er} août 2005, réf. LSO-BH00200, a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 4 août 2005.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

FIDUCIAIRE CONTINENTALE S.A.

Signature

(070461.3/504/11) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 4 août 2005.

BABAR S.A., Société Anonyme Holding.

Siège social: Luxembourg, 16, allée Marconi.
R. C. Luxembourg B 11.855.

Le bilan au 31 décembre 2001, enregistré à Luxembourg, le 1^{er} août 2005, réf. LSO-BH00203, a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 4 août 2005.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

FIDUCIAIRE CONTINENTALE S.A.

Signature

(070462.3/504/11) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 4 août 2005.

BABAR S.A., Société Anonyme Holding.

Siège social: Luxembourg, 16, allée Marconi.
R. C. Luxembourg B 11.855.

Le bilan au 31 décembre 2002, enregistré à Luxembourg, le 1^{er} août 2005, réf. LSO-BH00205, a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 4 août 2005.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

FIDUCIAIRE CONTINENTALE S.A.

Signature

(070464.3/504/11) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 4 août 2005.

BABAR S.A., Société Anonyme Holding.

Siège social: Luxembourg, 16, allée Marconi.
R. C. Luxembourg B 11.855.

Le bilan au 31 décembre 2003, enregistré à Luxembourg, le 1^{er} août 2005, réf. LSO-BH00208, a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 4 août 2005.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

FIDUCIAIRE CONTINENTALE S.A.

Signature

(070465.3/504/11) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 4 août 2005.

LCF ROTHSCHILD PriFund CONSEIL S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2535 Luxembourg, 20, boulevard Emmanuel Servais.
R. C. Luxembourg B 39.240.

Extrait des résolutions de l'Assemblée Générale Ordinaire, tenue à Luxembourg, le 31 décembre 2002

L'Assemblée Générale Ordinaire décide de renouveler le mandat, pour une période d'un an prenant fin avec l'Assemblée Générale Annuelle des Actionnaires qui se tiendra en 2003, des Administrateurs suivants:

- M. Sylvain Roditi, Administrateur et Président du Conseil d'Administration;
- M. Alexandre Col, Administrateur et Vice-Président du Conseil d'Administration;
- M. Xavier Delattre, Administrateur;
- M. Alain Heck, Administrateur;
- M. Benoît de Hulst, Administrateur;
- M. Pierre-Marie Valenne, Administrateur;
- M. Guy Verhoustraeten, Administrateur.

L'Assemblée Générale Ordinaire décide de nommer, pour une période d'un an prenant fin avec l'Assemblée Générale Annuelle des Actionnaires qui se tiendra en 2003, Monsieur Daniel-Yves Trèves et Monsieur Geoffroy Linard de Guer-techin en qualité d'Administrateurs.

L'Assemblée Générale Ordinaire décide de renouveler le mandat de DELOITTE & TOUCHE, en qualité de Commissaire aux Comptes, pour une période d'un an prenant fin avec l'Assemblée Générale Annuelle des Actionnaires qui se tiendra en 2003.

A l'issue de l'Assemblée Générale Ordinaire, le Conseil d'Administration est composé de:

Président:

- M. Sylvain Roditi, Directeur Général Adjoint, BANQUE PRIVEE EDMOND DE ROTHSCHILD S.A., Genève;

Vice-Président:

- M. Alexandre Col, Directeur, BANQUE PRIVEE EDMOND DE ROTHSCHILD S.A., Genève.

Administrateurs:

- M. Xavier Delattre, Directeur, BANQUE PRIVEE EDMOND DE ROTHSCHILD LUXEMBOURG, Luxembourg;
- M. Alain Heck, Directeur, BANQUE PRIVEE EDMOND DE ROTHSCHILD S.A., Genève;
- M. Benoît de Hults, Directeur, BANQUE PRIVEE EDMOND DE ROTHSCHILD LUXEMBOURG, Luxembourg;
- M. Geoffroy Linard de Guertechin, Directeur, BANQUE PRIVEE EDMOND DE ROTHSCHILD LUXEMBOURG, Luxembourg;
- M. Daniel-Yves Trèves, Directeur Général, LA COMPAGNIE DE TRESORERIE BENJAMIN DE ROTHSCHILD S.A., Genève;
- M. Pierre-Marie Valenne, Directeur, BANQUE PRIVEE EDMOND DE ROTHSCHILD LUXEMBOURG, Luxembourg;
- M. Guy Verhoustraeten, Directeur, BANQUE PRIVEE EDMOND DE ROTHSCHILD LUXEMBOURG, Luxembourg.

Le Commissaire aux Comptes est:

- DELOITTE & TOUCHE, ayant son siège social à L-8009 Strassen, 3, route d'Arlon.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 27 juillet 2005.

BANQUE PRIVEE EDMOND DE ROTHSCHILD EUROPE, Société Anonyme
C.-I. Berge / N. Petricic

Mandataire Commercial / Fondé de Pouvoir

Enregistré à Luxembourg, le 28 juillet 2005, réf. LSO-BG11804. – Reçu 16 euros.

Le Receveur (signé): D. Hartmann.

(070519.3/1183/48) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 5 août 2005.

MIKI-TEAM S.A., Société Anonyme.

Siège social: Capellen, 69, Parc d'Activité.
R. C. Luxembourg B 82.867.

Le bilan au 31 décembre 2004, enregistré à Luxembourg, le 1^{er} août 2005, réf. LSO-BH00229, a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 4 août 2005.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

FIDUCIAIRE CONTINENTALE S.A.

Signature

(070475.3/504/11) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 4 août 2005.

JACKSON HOLE INTERNATIONAL HOLDING S.A., Société Anonyme Holding.

Siège social: L-1637 Luxembourg, 9-11, rue Goethe.
R. C. Luxembourg B 72.258.

Il résulte du procès-verbal de l'Assemblée Générale Annuelle qui s'est tenue à Luxembourg, le mardi 12 avril 2005, que l'Assemblée a pris, entre autres, la résolution suivante:

Cinquième résolution

L'Assemblée prend acte que les mandats des Administrateurs et du Commissaire sont venus à échéance en date de ce jour. L'Assemblée décide de nommer, pour un terme de 1 (un) an, les Administrateurs suivants:

- Monsieur Sergio Vandi, employé privé, L-1930 Luxembourg (Grand-Duché de Luxembourg), 12, avenue de la Liberté; Administrateur et Président du Conseil d'Administration;
- Monsieur Jean-Philippe Fiorucci, employé privé, L-1930 Luxembourg (Grand-Duché de Luxembourg), 12, avenue de la Liberté; Administrateur;
- Monsieur Onelio Piccinelli, employé privé, L-1930 Luxembourg (Grand-Duché de Luxembourg), 12, avenue de la Liberté; Administrateur.

Le mandat des Administrateurs prendra fin lors de l'Assemblée Générale statuant sur les comptes de l'exercice clôturé au 31 décembre 2005.

L'Assemblée décide de nommer pour un terme de 1 (un) an, la société GRANT THORNTON REVISION ET CONSEILS S.A., 2, boulevard Grande-Duchesse Charlotte, L-1330 Luxembourg, en qualité de Commissaire.

Le mandat du Commissaire prendra fin lors de l'Assemblée Générale statuant sur les comptes de l'exercice clôturé au 1^{er} décembre 2005.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 2 août 2005.

Le Conseil d'Administration

S. Vandt / O. Piccinelli

Administrateurs

Enregistré à Luxembourg, le 2 août 2005, réf. LSO-BH00988. – Reçu 14 euros.

Le Receveur (signé): D. Hartmann.

(070534.3/043/30) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 5 août 2005.

GEPROLUX S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1122 Luxembourg, 30, rue d'Alsace.

R. C. Luxembourg B 60.584.

Extrait du procès-verbal de l'assemblée générale ordinaire du 2 mai 2001

Il résulte de l'assemblée générale ordinaire de la société qui s'est tenue en date au siège social en date du 2 mai 2001 que:

L'Assemblée Générale décide de procéder à la conversion du capital social en euros.

A cette fin, l'Assemblée décide, en application de la loi du 10 décembre 1998 concernant la conversion du capital des sociétés luxembourgeoises en euros, d'augmenter le capital social de son montant actuel de LUF 5.000.000,- (soit EUR 123.946,76) à EUR 124.000, la différence étant prélevée sur les «résultats reportés».

L'augmentation du capital se fait sans émission de parts nouvelles; le pair comptable ainsi obtenu est de 24,8 euros pour les 5.000 actions parts de la société.

Afin de mettre les statuts de la société en concordance avec cette résolution, l'Assemblée Générale décide de modifier l'article 6 des statuts pour lui donner la teneur suivante:

«**Art. 6.** Le capital social est fixé à cent vingt-quatre mille euros (EUR 124.000), il est représenté par cinq mille (5000) actions sans désignation de valeur nominale, toutes entièrement libérées. Les actions sont et resteront nominatives.»

Luxembourg, le 20 juillet 2005.

Pour extrait conforme

Signature

Enregistré à Luxembourg, le 27 juillet 2005, réf. LSO-BG10930. – Reçu 14 euros.

Le Receveur (signé): D. Hartmann.

(070338.3/000/24) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 4 août 2005.

HABITCENTER S.A., Société Anonyme.

Siège social: Capellen, 69, Parc d'Activité.

R. C. Luxembourg B 73.850.

Le bilan au 31 décembre 2004, enregistré à Luxembourg, le 1^{er} août 2005, réf. LSO-BH00232, a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 4 août 2005.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

FIDUCIAIRE CONTINENTALE S.A.

Signature

(070476.3/504/11) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 4 août 2005.

PARECO INTERNATIONAL HOLDING S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1413 Luxembourg, 3, place Dargent.

R. C. Luxembourg B 92.286.

Le bilan au 31 décembre 2004, enregistré à Luxembourg, le 3 août 2005, réf. LSO-BH01308, a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 4 août 2005.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 4 août 2005.

COMPANIES & TRUSTS PROMOTION S.A.

Signature

(070500.3/696/12) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 4 août 2005.

68891

DE MIWWELCHEF, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-8308 Capellen, 69, Parc d'Activité Mamer-Cap.
R. C. Luxembourg B 70.999.

Le bilan au 31 décembre 2004, enregistré à Luxembourg, le 1^{er} août 2005, réf. LSO-BH00236, a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 4 août 2005.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

FIDUCIAIRE CONTINENTALE S.A.

Signature

(070477.3/504/11) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 4 août 2005.

IMMOBILIERE MAMER CONCEPT S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-8291 Meispelt, 38, rue de Kopstal.
R. C. Luxembourg B 66.589.

Le bilan au 31 décembre 2004, enregistré à Luxembourg, le 1^{er} août 2005, réf. LSO-BH00242, a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 4 août 2005.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

FIDUCIAIRE CONTINENTALE S.A.

Signature

(070479.3/504/11) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 4 août 2005.

IMMOHIL S.A., Société Anonyme.

Siège social: Meispelt, 38, rue de Kopstal.
R. C. Luxembourg B 66.590.

Le bilan au 31 décembre 2004, enregistré à Luxembourg, le 1^{er} août 2005, réf. LSO-BH00244, a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 4 août 2005.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

FIDUCIAIRE CONTINENTALE S.A.

Signature

(070480.3/504/11) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 4 août 2005.

DE KICHECHEF, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-8308 Capellen, Parc d'Activités Mamer-Cap.
R. C. Luxembourg B 46.828.

Le bilan au 31 décembre 2004, enregistré à Luxembourg, le 1^{er} août 2005, réf. LSO-BH00246, a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 4 août 2005.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

FIDUCIAIRE CONTINENTALE S.A.

Signature

(070481.3/504/11) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 4 août 2005.

VSP VERTRIEBS SERVICE PARTNER, GmbH, Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 15.000,-.

Siège social: L-6633 Wasserbillig, 74, route de Luxembourg.
R. C. Luxembourg B 93.850.

EXTRAIT

Suivant un contrat d'achat d'actions (Stock Purchase Agreement) conclu le 24 juin 2005, chacun des quatre vendeurs suivants:

1. M. Uwe Corbach, Homme d'affaires, demeurant à Mozartstrasse 77, D-49076 Osnabrück, Allemagne,
2. M. Harald Florack, Homme d'affaires, demeurant à Karweg 74, D-48432 Rheine, Allemagne,
3. M. Nicholas Illgen, Homme d'affaires, demeurant à Am Kaiserwald 9, D-54329 Konz, Allemagne,
4. M. Klaus Pazdior, Homme d'affaires, demeurant à 10, rue Jean Engling, L-1466 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg,

a cédé trente-deux (32) parts sociales de catégorie A émises par la Société et ayant une valeur nominale de trente-deux euros (EUR 32,-) à VSP HOLDINGS, S.à r.l., une société à responsabilité limitée régie par le droit luxembourgeois, ayant son siège social à L-8009 Strassen, 23, route d'Arlon.

Suite audit transfert, l'association la Société est composé comme suit:

1. M. Uwe Corbach, prénommé, M. Harald Florack, prénommé, M. Nicholas Illgen, prénommé, et M. Klaus Pazdior, prénommé, détiennent chacun soixante-treize (73) parts sociales de catégorie A, et

2. VSP HOLDINGS, S.à r.l., prénommé, détient cent vingt-huit (128) parts sociales de catégories A et cent quatre-vingts (180) parts sociales de classe B.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 7 juillet 2005.

Pour VSP VERTRIEBS SERVICE PARTNER, GmbH

Signature

Enregistré à Luxembourg, le 19 juillet 2005, réf. LSO-BG07659. – Reçu 14 euros.

Le Receveur (signé): D. Hartmann.

(070701.3/267/29) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 5 août 2005.

IMMODIR S.A., Société Anonyme.

Siège social: Meispelt, 38, rue de Kopstal.

R. C. Luxembourg B 76.764.

Le bilan au 31 décembre 2004, enregistré à Luxembourg, le 1^{er} août 2005, réf. LSO-BH00249, a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 4 août 2005.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

FIDUCIAIRE CONTINENTALE S.A.

Signature

(070482.3/504/11) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 4 août 2005.

IMMOMIR S.A., Société Anonyme.

Siège social: Meispelt, 38, rue de Kopstal.

R. C. Luxembourg B 76.765.

Le bilan au 31 décembre 2004, enregistré à Luxembourg, le 1^{er} août 2005, réf. LSO-BH00250, a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 4 août 2005.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

FIDUCIAIRE CONTINENTALE S.A.

Signature

(070483.3/504/11) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 4 août 2005.

MAMERIMMO S.A., Société Anonyme.

Siège social: Meispelt, 38, rue de Kopstal.

R. C. Luxembourg B 76.769.

Le bilan au 31 décembre 2004, enregistré à Luxembourg, le 1^{er} août 2005, réf. LSO-BH00251, a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 4 août 2005.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

FIDUCIAIRE CONTINENTALE S.A.

Signature

(070485.3/504/11) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 4 août 2005.

OVERLAND TRUST CORPORATION S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2519 Luxembourg, 9, rue Schiller.

R. C. Luxembourg B 41.282.

Le bilan au 31 décembre 2004, enregistré à Luxembourg, le 2 août 2005, réf. LSO-BH00948, a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 5 août 2005.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

LUXEMBOURG MANAGEMENT COMPANY LIMITED

Managing Director

Signatures

(070565.3/710/12) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 5 août 2005.

BIFF AUTOWASH, S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2340 Luxembourg, 1, rue Philippe II.
R. C. Luxembourg B 32.118.

Le bilan au 31 décembre 2004, enregistré à Luxembourg, le 25 juillet 2005, réf. LSO-BG09612, a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 4 août 2005.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Greiveldange, le 4 août 2005.

Signature.

(070486.3/000/10) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 4 août 2005.

AUTOMATES VIDEO, S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-5741 Filsdorf, 9, route de Luxembourg.
R. C. Luxembourg B 82.308.

Le bilan au 31 décembre 2004, enregistré à Luxembourg, le 25 juillet 2005, réf. LSO-BG09596, a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 4 août 2005.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Greiveldange, le 4 août 2005.

Signature.

(070487.3/000/10) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 4 août 2005.

DELTEK, S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-7681 Waldbillig, 33, rue Laach.
R. C. Luxembourg B 99.554.

Le bilan au 31 décembre 2004, enregistré à Luxembourg, le 25 juillet 2005, réf. LSO-BG09595, a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 4 août 2005.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Greiveldange, le 4 août 2005.

Signature.

(070488.3/000/10) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 4 août 2005.

PIXXELL, S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1922 Luxembourg, 22, rue Auguste Laval.
R. C. Luxembourg B 82.279.

Le bilan au 31 décembre 2004, enregistré à Luxembourg, le 25 juillet 2005, réf. LSO-BG09588, a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 4 août 2005.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Greiveldange, le 4 août 2005.

Signature.

(070490.3/000/10) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 4 août 2005.

TRANSPORT FOUQUET, S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-5426 Greiveldange, 8, Strachen.
R. C. Luxembourg B 79.317.

Le bilan au 31 décembre 2003, enregistré à Luxembourg, le 25 juillet 2005, réf. LSO-BG09602, a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 4 août 2005.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Greiveldange, le 4 août 2005.

Signature.

(070492.3/000/10) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 4 août 2005.

TRANSPORT FOUQUET, S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-5426 Greiveldange, 8, Strachen.
R. C. Luxembourg B 79.317.

Le bilan au 31 décembre 2004, enregistré à Luxembourg, le 25 juillet 2005, réf. LSO-BG09587, a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 4 août 2005.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Greiveldange, le 4 août 2005.

Signature.

(070494.3/000/10) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 4 août 2005.

LIGNE HOLDCO LUX, S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Registered office: L-1528 Luxembourg, 5, boulevard de la Foire.
R. C. Luxembourg B 110.378.

—
STATUTES

In the year two thousand five, the eighteenth day of August.
Before Mr Joseph Elvinger, notary residing in Luxembourg.

There appeared:

Mr Declan Hayes, Partner with ARTHUR COX SOLICITORS, residing at 61 Merrion Road, Dublin 4, Ireland, hereby represented by Jean-François Bouchoms, Avocat à la Cour, residing in Luxembourg by virtue of a power of attorney given in Dublin on 17 August 2005.

The said proxy, after having been signed ne varietur by the proholder of the appearing party and the undersigned notary, will remain annexed to the present deed, to be filed with the registration authorities.

Such appearing party, in the capacity in which he acts, has requested the undersigned notary, to state as follows the articles of association (the Articles) of a private limited liability company (société à responsabilité limitée), which is hereby incorporated.

Chapter I.- Name - Duration - Object - Registered office

Art. 1. Name and Duration

There exists a société à responsabilité limitée (private limited liability company) under Luxembourg law by the name of LIGNE HOLDCO LUX, S.à r.l. (the Company) which will be governed by the laws of the Grand Duchy of Luxembourg and particularly by the law of 10 August 1915 on commercial companies, as amended (the Law) as well as by the present articles of association.

The Company is formed for an unlimited duration.

Art. 2. Corporate object

The Company may:

- carry out all transactions pertaining directly or indirectly to the acquisition of shareholdings in any company or firm or other entity in any form whatsoever, and the administration, management, control and development of those shareholdings;
- establish, manage, develop and dispose of a portfolio of securities and patents of whatever origin; it may also acquire securities and patents, by way of investment, subscription, underwriting or option, and realize them by way of sale, transfer, exchange or otherwise; and it may also grant to or for the benefit of subsidiaries and/or affiliates of the Company any assistance, loan, advance or guarantee;
- take any measure and carry out any operation, including, without limitation, commercial, financial, personal and real estate transactions which it may deem necessary or useful for the accomplishment and development of its objects;
- borrow from subsidiaries and/or affiliates and/or any other person or entity in any form and proceed to the private issue of bonds and debentures.

Art. 3. Registered office

The Company has its registered office in Luxembourg.

It may be transferred to any other place within the Grand Duchy of Luxembourg by means of a resolution of an extraordinary general meeting of its shareholders.

The Company may have offices and branches (whether or not permanent establishments), both in Luxembourg and abroad.

Chapter II.- Corporate capital

Art. 4. Capital

The Company's subscribed share capital is fixed at EUR 12,500 (twelve thousand five hundred Euro) represented by 500 (five hundred) ordinary shares having a nominal value of EUR 25 (twenty-five) per share.

Art. 5. Profit sharing

Each share entitles to the corporate assets and profits of the Company in direct proportion to the number of shares in existence.

Art. 6. Transfer of shares

In case of plurality of shareholders, the transfer of shares inter vivos to third parties must be authorized by the general meeting of the shareholders who represent at least three-quarters of the paid-in capital of the Company. No such authorization is required for a transfer of shares among the shareholders.

The transfer of shares mortis causa to third parties must be accepted by the shareholders who represent three-quarters of the rights belonging to the survivors.

Art. 7. Redemption of shares

The Company shall have power to acquire shares in its own capital provided that the Company has sufficient distributable reserves to that effect.

The acquisition and disposal by the Company of shares held by it in its own share capital shall take place by virtue of a resolution of and on the terms and conditions to be decided upon by the general meeting of shareholders. The quorum and majority requirements applicable for amendments to these Articles of Association shall apply.

Chapter III.- Management

Art. 8. Management - Board of Managers

8.1 The Company is administered by one or more managers, appointed by the General Meeting of the Shareholders which shall decide on the remuneration and the terms and conditions of appointment of each of the managers. In case of plurality of managers, they constitute a Board of Managers, appointed by the General Meeting of Shareholders. The managers need not be shareholders. The General Meeting of Shareholders may at any time and without cause revoke and replace any of the managers.

8.2 The Board of Managers may appoint from among its members a Chairman. It may further appoint a Secretary, either a manager or not, who shall be in charge of keeping the minutes of the meetings of the Board of Managers.

The Chairman, if any, will preside at all meetings of shareholders and of the Board of Managers. In his absence, the General Meeting of Shareholders or, as the case may be, the Board of Managers will appoint another person as chairman pro tempore by vote of the majority in number present in person or by proxy at such meeting.

8.3 Meetings of the Board of Managers are convened by the Chairman or by any other two members of the Board of Managers.

The managers will be convened separately to each meeting of the Board of Managers. Except in cases of urgency which will be specified in the convening notice or with the prior consent of all those entitled to attend, at least a two days' written notice of Board of Managers' meetings shall be given.

The meeting will be duly held without prior notice if all the managers are present or duly represented.

The meetings are held at the place, the day and the hour specified in the convening notice. Meetings are held, as a rule, in Luxembourg.

The notice may be waived by the consent in writing or by telefax or telegram or telex of each manager. No separate notice is required for meetings held at times and places specified in a schedule previously adopted by resolution of the Board of Managers.

Any manager may act at any meeting of the Board of Managers by appointing in writing or by telefax or telegram or telex another manager as his proxy.

A manager may represent more than one of his colleagues at a meeting of the Board of Managers.

A manager may participate in any meeting of the Board of Managers by conference call or by other similar means of communication allowing all the persons taking part in the meeting to hear one another. Any participation to a conference call initiated and chaired by a Luxembourg resident manager is equivalent to a participation in person at such meeting and the meeting held in such form is deemed to be held in Luxembourg.

8.4 The Board of Managers can validly debate and take decisions only if the majority of its members are present or represented.

8.5 Circular resolutions signed by all the managers shall be valid and binding in the same manner as if passed at a duly convened and held meeting. Such signatures may appear on a single document or on multiple copies of an identical resolution and may be evidenced by letter, telefax or telex. A meeting held by way of circular resolution will be deemed to be held in Luxembourg.

8.6 In dealing with third parties, the Board of Managers shall have the powers to act in the name of the Company in all circumstances and to carry out and sanction acts and operations consistent with the Company's objects and further provided the terms of this Article 8 shall be complied with.

8.7 All powers not expressly reserved by law or by the present Articles of Association to the General Meeting of Shareholders fall within the scope of the competence of the Board of Managers. The Company shall be bound by the sole signature of any member of the Board of Managers. The shareholders may appoint from among the members of the Board of Managers one or several general managers who may be granted the powers to bind the Company by their respective sole signature, provided they act within the powers vested in the Board of Managers.

The Board of Managers may sub-delegate his/their powers for specific tasks to one or several ad hoc agents.

The Board of Managers will determine the agent(s)' responsibilities and his/their remuneration (if any), the duration of the period of representation and any other relevant conditions of his/their agency.

8.8 The decisions of the Board of Managers will be recorded in minutes to be inserted in a special register and signed by the Chairman or by the Secretary. Any proxies will remain attached thereto.

Copies or extracts of such minutes which may be produced in judicial proceedings or otherwise will be signed by the Chairman or by the Secretary.

8.9 The Board of Managers may delegate part of its powers to one or more of its members. It may further appoint proxies for specific transactions and revoke such appointments at any time.

8.10 The effective place of management shall be Luxembourg. All management activities shall, as a rule, be carried out in or from Luxembourg.

Art. 9. Liability of managers

The managers assume, by reason of their position, no personal liability in relation to any commitment validly made by them in the name of the Company, so long as such commitment is in compliance with the Articles of Association of the Company as well as the applicable provisions of the Law.

Chapter IV.- Secretary

Art. 10. Appointment of a secretary

A secretary may be appointed by a resolution of a meeting of the shareholders of the Company (the Secretary).

The Secretary, who may or may not be a manager, shall have the responsibility to act as clerk of the meetings of the Board of Managers and, to the extent practical, of the meetings of the shareholders, and to keep the records and the minutes of the Board of Managers and of the meetings of the shareholders and their transactions in a book to be kept

for that purpose, and he shall perform like duties for all committees of the Board of Managers when required. He shall have the possibility to delegate his powers to one or several persons provided he shall remain responsible for the tasks so delegated.

The Secretary shall have the power and authority, which shall be provided only by the Board of Managers, to issue certificates and extracts on behalf of the Company to be produced in court or, more generally, vis-à-vis any third parties and to be used as official documents.

Chapter V.- General meetings of shareholders

Art. 11. Annual and Extraordinary general meetings of shareholders

The annual General Meeting of Shareholders shall be held at the registered office of the Company, or at such other place in the municipality of its registered office as may be specified in the notice of meeting, on third Friday of June at 11.00 a.m.

If such day is a legal holiday, the annual General Meeting of Shareholders shall be held on the next following business day. The annual General Meeting may be held abroad if, in the absolute and final judgement of the Board of Directors, exceptional circumstances so require.

Other General Meetings of Shareholders may be held at such place and time as may be specified in the respective notices of meeting.

Art. 12. Shareholders' voting rights

Each shareholder may participate in General Meeting of Shareholders irrespective of the number of shares which he owns.

Each shareholder has voting rights commensurate to his shareholding.

Each shareholder may appoint by proxy a representative who need not be a shareholder to represent him at General Meeting of Shareholders.

Art. 13. Quorum - Majority

Resolutions of General Meeting of Shareholders are only validly taken in so far as they are adopted by a majority of shareholders' owning more than half of the Company's share capital.

However, resolutions to amend the Articles of Association, to dissolve or liquidate and to merge the Company may only be carried out by a majority in number of shareholders owning at least three quarters of the Company's share capital.

Resolutions of shareholders can, instead of being passed at a General Meeting of Shareholders, be passed in writing by all the shareholders. In this case, each shareholder shall be sent an explicit draft of the resolution(s) to be passed, and shall vote in writing.

Chapter VI.- Accounting year - Financial statement - Profit sharing

Art. 14. Accounting year

The Company's accounting year begins on January first and ends on December thirty-first of the same year.

Art. 15. Financial statements

Each year the books are closed and the Board of Managers prepares a balance sheet and profit and loss accounts.

Art. 16. Inspection of documents

Each shareholder may inspect the above balance sheet and profit and loss accounts at the Company's registered office.

Art. 17. Appropriation of profits - Reserves

An amount equal to five per cent (5%) of the net profits of the Company is set aside for the establishment of a statutory reserve, until this reserve amounts to ten per cent (10%) of the Company's nominal share capital.

The balance may be distributed to the shareholders commensurate to their shareholding in the Company.

The general meeting of shareholders shall have power to make payable one or more interim dividends.

Chapter VII.- Dissolution - Liquidation

Art. 18. Dissolution

The insolvency or bankruptcy or any other similar procedure of the shareholders will not cause the dissolution of the Company. The shareholders must agree, in accordance with paragraph 2 of Article 13 of these Articles of Association, to the dissolution and the liquidation of the Company as well as the terms thereof.

Art. 19. Liquidation

At the time of the dissolution of the Company, the liquidation will be carried out by one or several liquidators, whether shareholders or not, appointed by the shareholders who will determine their powers and remuneration.

Chapter VIII.- Audit

Art. 20. Statutory Auditor - External Auditor

In accordance with article 200 of the Law, the Company need only be audited by a statutory auditor if it has more than 25 shareholders. An external auditor needs to be appointed whenever the exemption provided by articles 256 and 215 of the Law does not apply.

Chapter IX.- Governing law

Art. 21. Reference to Legal Provisions

Reference is made to the provisions of the Law for all matters for which no specific provision is made in the Articles of Association.

Subscription and payment

The appearing party hereby declares that he subscribes to the 500 (five hundred) shares having a nominal value of EUR 25 (twenty-five Euro) each representing the total subscribed share capital of the Company and he fully pays them up.

All these shares have been fully paid up by payment in cash, so that the sum of EUR 12,500 (twelve thousand five hundred Euro) is at the free disposal of the Company, evidence of which has been given to the undersigned notary.

Transitory provisions

By way of derogation of article 14 of the present Articles of Association, the Company's current accounting year is to run from 18 August 2005 to 31 December 2005.

Estimate of costs

The expenses, costs, remunerations and charges in any form whatsoever, which shall be born by the Company as a result of the present deed are estimated to be approximately EUR 1,500 (one thousand five hundred Euro).

Resolutions of the shareholders

Immediately after the incorporation, the shareholder has adopted the following resolutions:

1. The shareholder appoints the following three (3) persons as managers of the Company for an unlimited period of time:

- Mr Luc Hansen, chartered accountant, born on 8 June 1969 in Luxembourg, with professional address at 5, boulevard de la Foire in L-1528 Luxembourg;

- Mr John Seil, chartered accountant, born on 28 September 1948 in Luxembourg, with professional address at 5, boulevard de la Foire in L-1528 Luxembourg; and

- Mr Claude Zimmer, chartered accountant, born on 18 July 1956 in Luxembourg, with professional address at 5, boulevard de la Foire in L-1528 Luxembourg.

2. The registered office of the Company is established at 5, boulevard de la Foire in L-1528 Luxembourg.

The undersigned notary who understands and speaks English, states herewith that on request of the above appearing party, the present deed is worded in English, followed by a French version, at the request of the same appearing party, in case of discrepancies between the English and the French text, the English version will be prevailing.

Whereof the present notarial deed is drawn in Luxembourg, on the years and day first above written.

The document having been read to the proxyholder of the appearing party, the proxyholder of the appearing person signed together with the notary, the present original deed.

Suit la traduction française du texte qui précède:

L'an deux mille cinq, le dix-huit août.

Par-devant Maître Joseph Elvinger, notaire de résidence à Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg.

A comparu:

Monsieur Declan Hayes, Associé chez ARTHUR COX SOLICITORS, résidant au 61 Merrion Road, Dublin 4, Irlande, ici représenté par Jean-François Bouchoms, Avocat à la Cour, demeurant à Luxembourg en vertu d'une procuration donnée à Dublin le 17 août 2005.

Ladite procuration, après avoir été paraphée et signée ne varietur par le mandataire de la partie comparante et le notaire instrumentaire, restera annexée au présent acte pour être soumise avec lui aux formalités de l'enregistrement.

Laquelle partie comparante, ès-qualités en vertu de laquelle elle agit, a requis le notaire instrumentaire d'arrêter les statuts (ci-après les Statuts) d'une société à responsabilité limitée qu'il déclare constituer comme suit.

Chapitre I^{er}.- Nom - Durée - Objet - Siège social

Art. 1^{er}. Nom et Durée

Il existe une société à responsabilité limitée de droit luxembourgeois sous le nom de LIGNE HOLDCO LUX, S.à r.l. (ci-après la Société) qui sera régie par les lois du Grand-Duché de Luxembourg et plus particulièrement par la loi du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales, telle que modifiée (la Loi) ainsi que par les présents statuts.

La Société est constituée pour une durée illimitée.

Art. 2. Objet

La Société peut:

- réaliser toutes transactions liées directement ou indirectement à l'acquisition de participations dans toutes entreprises sous quelque forme que ce soit, ainsi que l'administration, la gestion, le contrôle et le développement des ces participations;

- créer, gérer, mettre en valeur et liquider un portefeuille se composant de titres et brevets de toute origine; la Société peut aussi acquérir des titres et brevets par voie d'investissements, souscription, prise ferme ou option, les réaliser par voie de vente, de cession, d'échange ou autrement; elle peut également accorder à des filiales et/ou aux sociétés appartenant au même groupe que la Société tous concours, prêt, avance ou garantie;

- prendre toutes mesures et exercer toutes opérations, en ce compris et de manière non exhaustive, toutes transactions financières, personnelles et immobilières qui sont de nature à favoriser directement ou indirectement la réalisation de l'objet social;

- emprunter de ses filiales et/ou de sociétés du groupe et/ou de toute autre personnes ou entités sous toutes formes et procéder à l'émission privée d'obligations de toute nature.

Art. 3. Siège social

Le siège social de la Société est établi à Luxembourg.

Il pourra être transféré en tout autre lieu du Grand-Duché de Luxembourg par une résolution d'une assemblée générale extraordinaire de ses associés.

La Société peut avoir d'autres bureaux et succursales (que ce soient des établissements permanents ou non) à la fois au Luxembourg et à l'étranger.

Chapitre II.- Capital social

Art. 4. Capital

Le capital souscrit de la Société est fixé à EUR 12.500 (douze mille cinq cents euros), représenté par 500 (cinq cents) parts sociales ordinaires d'une valeur nominale de EUR 25 (vingt-cinq euros) chacune.

Art. 5. Participation aux bénéfices

Chaque part sociale donne droit à une fraction des avoirs et bénéfices de la Société en proportion directe avec le nombre des parts sociales existantes.

Art. 6. Transfert de parts

En cas de pluralité d'associés, les parts sociales ne sont cessibles inter vivos à des tiers non-associés que dans le respect de l'approbation préalable de l'Assemblée générale des associés représentant au moins trois quarts du capital social. Les parts sociales sont librement cessibles entre associés.

Les parts sociales ne peuvent être transmises mortis causa à des non-associés que moyennant l'agrément des propriétaires de parts sociales représentant les trois quarts des droits appartenant aux survivants.

Art. 7. Rachat de parts sociales

La Société pourra acquérir ses propres parts sociales pourvu que la Société dispose à cette fin de réserves librement distribuables.

L'acquisition et la disposition par la Société de parts sociales de son propre capital social ne pourra avoir lieu qu'en vertu d'une résolution et conformément aux conditions qui seront décidées par une Assemblée Générale des Associés statuant dans le respect des conditions de quorum et de majorité applicables aux modifications des Statuts.

Chapitre III.- Gérance

Art. 8. Gérance - Conseil de Gérance

8.1 La Société est administrée par un ou plusieurs gérants, nommés par l'Assemblée Générale des Associés qui décide également de leur rémunération et des modalités de désignation de chacun des gérants. En cas de pluralité de gérants, ils forment un Conseil de Gérance nommé par l'Assemblée Générale des Associés. Le ou les gérants n'ont pas besoin d'être associés. L'assemblée générale des associés peut à tout moment et ad nutum (sans justifier d'une raison) révoquer et remplacer le ou les gérants.

8.2 Le Conseil de Gérance élit un Président parmi ses membres. Il peut désigner un Secrétaire, gérant ou non, qui sera en charge de la tenue des procès-verbaux des réunions du Conseil de Gérance.

Le Président présidera toutes Assemblée Générale des Associés et toutes réunions du Conseil de Gérance. En son absence, l'Assemblée Générale des Associés, respectivement le Conseil de Gérance choisira une autre personne en tant que président pro tempore à la majorité des membres présents ou représentés.

8.3 Les réunions du Conseil de Gérance sont convoquées par le Président ou, à son défaut, par deux autres membres du Conseil.

Les gérants sont convoqués séparément à chaque réunion du Conseil de Gérance. Excepté les cas d'urgence qui seront spécifiés dans la convocation ou sur accord préalable de tous les membres, la convocation écrite devra respecter un délai d'au moins deux jours avant la réunion du Conseil de Gérance.

La réunion peut être valablement tenue sans convocation préalable si tous les gérants sont présents ou valablement représentés.

Les réunions du Conseil de Gérance seront tenues au lieu, heure et jour indiqués dans la convocation et seront, en principe, tenues dans la ville de Luxembourg.

Il peut être renoncé à la convocation de l'accord de chaque gérant donné par lettre, télécopie, télégramme ou télex. Aucune convocation spéciale n'est requise pour des réunions tenues en des lieux et temps spécifiés dans un document préalablement approuvé par une résolution du Conseil de Gérance.

Chaque gérant peut agir à toute réunion du Conseil de Gérance en désignant par lettre, télécopie, télégramme ou télex un autre gérant comme son mandataire.

Un gérant peut représenter plusieurs de ses collègues à une réunion du Conseil de Gérance.

Les gérants peuvent participer à toutes réunions du Conseil de Gérance par conférence téléphonique ou par tout autre moyen similaire de communication ayant pour effet que toutes les personnes participant à la réunion puissent s'entendre mutuellement. Toute participation à une réunion tenue par conférence téléphonique initiée et présidée par un gérant demeurant au Luxembourg sera équivalente à une participation en personne à une telle réunion qui sera ainsi réputée avoir été tenue à Luxembourg.

8.4 Le Conseil de Gérance ne peut valablement délibérer et statuer que si la majorité de ses membres sont présents ou représentés.

8.5 Les résolutions circulaires signées par tous les gérants sont valables et produisent les mêmes effets que les résolutions prises à une réunion du Conseil de Gérance dûment convoquée et tenue. De telles signatures peuvent apparaître sur des documents séparés ou sur des copies multiples d'une résolution identique qui peuvent être produites par lettres, télécopie ou télex. Une réunion tenue par résolutions prises de manière circulaire sera réputée avoir été tenue à Luxembourg.

8.6 Vis-à-vis des tiers, le gérant, ou en cas de pluralité de gérants, le Conseil de Gérance, ont les pouvoirs les plus étendus pour agir au nom de la Société en toutes circonstances et pour exécuter et approuver les actes et opérations en relation avec l'objet social de la Société, sous réserve du respect des dispositions du présent article 8.

8.7 Tous les pouvoirs non expressément réservés par la loi ou les présents statuts à l'Assemblée Générale des Associés sont de la compétence du gérant, ou en cas de pluralité de gérants, de la compétence du Conseil de Gérance. En présence d'un gérant unique, la Société sera engagée par la seule signature du gérant, et en cas de pluralité de gérants, par la signature de n'importe quel membre du Conseil de Gérance. L'Assemblée Générale des Associés peut élire parmi les membres du Conseil de Gérance un ou plusieurs gérants délégués qui auront le pouvoir d'engager la Société par leur seule signature, pourvu qu'ils agissent dans le cadre des compétences du Conseil de Gérance.

Le gérant, ou en cas de pluralité de gérants, le Conseil de Gérance peut sous-déléguer ses pouvoirs pour des tâches particulières à un ou plusieurs mandataires ad hoc.

Le gérant, ou en cas de pluralité de gérants, le Conseil de Gérance, déterminera la responsabilité du/des mandataires(s) et sa/leur rémunération (s'il en existe une), la durée du mandat ainsi que toute autre condition du mandat.

8.8 Les délibérations du Conseil de Gérance sont relatées dans des procès-verbaux insérés dans des registres spéciaux et signés par le Président ou par le Secrétaire. Toutes procurations y resteront annexées.

Les copies ou extraits de ces procès-verbaux à produire en justice ou ailleurs sont signés par le Président ou par le Secrétaire.

8.9 Le Conseil de Gérance peut déléguer pour partie ses pouvoirs à un ou plusieurs de ses membres. Il peut par ailleurs désigner des mandataires spéciaux pour des transactions déterminées et révoquer de tels mandataires à tout moment.

8.10 La Société sera gérée exclusivement et effectivement à partir de Luxembourg. Tous les actes de gestion seront posés à ou à partir de Luxembourg.

Art. 9. Responsabilité des gérants

Le ou les gérants (selon le cas) ne contractent en raison de sa/leur position, aucune responsabilité personnelle pour un engagement valablement pris par lui/eux au nom de la Société, aussi longtemps que cet engagement est conforme aux statuts de la Société et aux dispositions applicables de la Loi.

Chapitre IV.- Secrétaire

Art. 10. Nomination d'un secrétaire

Un secrétaire peut être nommé suivant une résolution de l'associé unique (ou de l'Assemblée Générale des Associés en cas de pluralité d'associés) de la Société (le Secrétaire).

Le Secrétaire, qui ne doit pas nécessairement être un gérant, aura la responsabilité d'agir en tant que clerc des réunions du Conseil de Gérance et, dans la mesure du possible, de l'associé unique (respectivement de l'Assemblée Générale des Associés) et de garder les procès-verbaux et les minutes du Conseil de Gérance et de l'associé unique (ou de l'Assemblée Générale des Associés) et de toutes leurs transactions dans un registre tenu à cette fin. Il effectuera, si nécessaire, des fonctions similaires pour tous les comités du Conseil de Gérance (s'il y en a). Il aura la possibilité de déléguer ses pouvoirs à une ou plusieurs personnes à condition qu'il conserve la responsabilité des tâches qu'il aura déléguées.

Le Secrétaire aura le pouvoir et l'autorité, qui lui sera donnée exclusivement par le Conseil de Gérance, d'émettre des certificats et des extraits pour le compte de la Société qui pourront être produits en justice, ou, de manière générale, à l'égard de tous tiers et qui seront utilisés comme documents officiels.

Chapitre V.- Assemblée générale des associés

Art. 11. Assemblées générales annuelle et extraordinaire des associés

Une Assemblée Générale Annuelle des Associés se réunit annuellement au siège social de la Société ou à tout autre endroit à Luxembourg à préciser dans la convocation pour l'assemblée, le troisième vendredi du mois de juin à 11.00 heures.

Si ce jour est un jour férié, l'Assemblée Générale des Associés se réunit le premier jour ouvrable qui suit. L'Assemblée Générale annuelle peut être tenue à l'étranger si suivant l'appréciation souveraine du Conseil de Gérance, des circonstances exceptionnelles l'exigent.

D'autres Assemblées Générales des Associés peuvent être tenues aux lieux et places spécifiés dans les convocations respectives.

Art. 12. Droit de vote des associés

Chaque associé peut prendre part aux assemblées générales indépendamment du nombre de parts qu'il détient.

Le droit de vote de chaque associé est proportionnel au nombre de parts qu'il détient.

Chaque associé peut désigner par procuration un représentant qui n'a pas besoin d'être associé pour le représenter aux assemblées [générales] des associés.

Art. 13. Quorum, majorité

Les résolutions aux Assemblée Générale des Associés ne sont valablement prises que si elles sont adoptées par une majorité d'associés représentant plus de la moitié du capital social.

Cependant, les résolutions modifiant les statuts et celles pour dissoudre, liquider [ou fusionner] la Société ne pourront être prises que par une majorité en nombre d'associés possédant au moins trois quarts du capital social.

Les résolutions des associés pourront, au lieu d'être prises lors d'une assemblée générale des associés, être prises par écrit par tous les associés. Dans cette hypothèse, un projet explicite de(s) résolution(s) à prendre devra être envoyé à chaque associé, et chaque associé votera par écrit.

Chapitre VI.- Année sociale - Bilan - Répartition**Art. 14. Année sociale**

L'année sociale commence le premier janvier et se termine le trente et un décembre de la même année.

Art. 15. Comptes sociaux

Chaque année, les livres sont clos et le gérant, ou en cas de pluralité de gérants, le Conseil de gérance, prépare le bilan et le compte de pertes et profits.

Art. 16. Inspection des documents

Chaque associé peut prendre connaissance du bilan et du compte de pertes et profits au siège social de la Société.

Art. 17. Distribution des bénéfiques - réserves

Un montant égal à cinq pour cent (5%) des bénéfiques nets de la Société est affecté à l'établissement de la réserve légale, jusqu'à ce que cette réserve atteigne dix pour cent (10%) du capital social de la Société.

Le solde peut être distribué au(x) associé(s) en proportion des parts qu'il(s) détiennent dans la Société.

L'Assemblée Générale des Associés a le pouvoir de rendre payable un ou plusieurs dividendes intérimaires.

Chapitre VII.- Dissolution - Liquidation**Art. 18. Dissolution**

L'insolvabilité ou la faillite ou n'importe quelle autre procédure similaire d'un ou des associé(s) n'entraînera pas la dissolution de la Société. Les associés doivent donner leur accord conformément aux dispositions de l'article 13 paragraphe 2 des présents statuts à la dissolution et à la liquidation de la Société et fixer les modalités y relatives.

Art. 19. Liquidation

En cas de dissolution de la Société, la liquidation sera réalisée par un ou plusieurs liquidateur(s), associé(s) ou non, nommé(s) par le(s) associé(s) qui détermineront leurs pouvoirs et leur rémunération.

Chapitre VIII.- Vérification des comptes**Art. 20. Commissaires aux comptes - Réviseur d'entreprises**

Conformément à l'article 200 de la Loi, la Société a seulement besoin d'une vérification des comptes par un commissaire si elle a plus de 25 associés. Un réviseur d'entreprises doit être nommé si l'exemption prévus par les articles 256 et 215 de la Loi n'est pas applicable.

Chapitre IX.- Loi applicable**Art. 21. Référence aux dispositions légales**

Pour tous les points non expressément prévus aux présents statuts, le ou les associé(s) s'en réfèrent aux dispositions de la Loi.

Souscription et libération

La partie comparante déclare souscrire les 500 (cinq cents) parts sociales d'une valeur nominale de EUR 25 (vingt-cinq euros) chacune représentant l'intégralité du capital social souscrit et libérer ces parts sociales intégralement.

Toutes ces parts sociales ont été libérées entièrement par paiement en numéraire, de sorte que le montant de EUR 12.500 (douze mille cinq cents euros) est à la libre disposition de la Société, ainsi qu'il en a été justifié au notaire instrumentaire qui le constate expressément.

Dispositions transitoires

Par dérogation à l'article 14 des présents statuts, le premier exercice social commence le 18 août 2005 et finira le 31 décembre 2005.

Evaluation des frais

Le montant des frais, dépenses, rémunérations ou charges, sous quelque forme que ce soit qui incombent à la Société ou qui sont mis à sa charge en raison de sa constitution, s'élève à approximativement à EUR 1.500 (mille cinq cents euros).

Résolutions des associés

Immédiatement après la constitution de la Société, l'associé a pris les résolutions suivantes:

1. L'associé nomme les trois (3) personnes suivantes en tant que gérants de la Société pour une durée illimitée:

- Monsieur Thierry Fleming, expert comptable, demeurant Luxembourg;
- Monsieur John Seil, expert comptable, né le 28 septembre 1948 à Luxembourg, avec adresse professionnelle au 5, boulevard de la Foire à L-1528 Luxembourg; et
- Monsieur Claude Zimmer, expert comptable, né le 18 juillet 1956 à Luxembourg, avec adresse professionnelle au 5, boulevard de la Foire à L-1528 Luxembourg.

2. Le siège social de la Société est établi au 5, boulevard de la Foire à L-1528 Luxembourg.

Le notaire soussigné, qui comprend et parle l'anglais déclare qu'à la requête de la partie comparante ci-dessus, le présent acte a été établi en anglais, suivi d'une version française. A la requête de cette même partie comparante, et en cas de divergence entre le texte anglais et le texte français, la version anglais prévaudra.

Dont acte, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite au mandataire de la partie comparante, connue du notaire par nom, prénom usuel, état et demeure, il a signé avec le notaire le présent acte.

Signé: J.-F. Bouchoms, J. Elvinger.

Enregistré à Luxembourg, le 24 août 2005, vol. 149S, fol. 70, case 9. – Reçu 125 euros.

Le Receveur (signé): J. Muller.

Pour expédition conforme, délivrée aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 5 septembre 2005.

J. Elvinger.

(080198.3/211/439) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 9 septembre 2005.

GENERAL CAPITAL S.A., Société Anonyme.

Registered office: L-1331 Luxembourg, 65, boulevard Grande-Duchesse Charlotte.

R. C. Luxembourg B 110.379.

STATUTES

In the year two thousand and five, on the twenty-fourth day of August.

Before Us, Maître Elvinger, notary, residing in Luxembourg.

There appeared:

MeesPierson INTERTRUST (LUXEMBOURG) S.A., a company having its registered office at 65, boulevard Grande-Duchesse Charlotte, L-1331 Luxembourg, here represented by Mr Hubert Janssen, jurist, residing professionally in Luxembourg, by virtue of a proxy given on 19 August 2005; and

ECOREAL S.A., a company having its registered office at 65, boulevard Grande-Duchesse Charlotte, L-1331 Luxembourg, here represented by Mr Hubert Janssen, prenamed, by virtue of a proxy given on 19 August 2005.

The proxies of the represented shareholders, after having been signed ne varietur by the proxy holder acting on behalf of the appearing parties and the undersigned notary, shall remain attached to the present deed to be filed together with it with the registration authorities.

The appearing parties, represented as stated above, have requested the undersigned notary to record that:

I. Name - Registered office - Object - Duration

Art. 1. Name

There exists among the present shareholders and all those who may become holders of shares a «société anonyme» under the name of GENERAL CAPITAL S.A. (hereafter the Company) which will be governed by the laws of Luxembourg, in particular by the law dated 10 August 1915, on commercial companies, as amended (hereafter the Company Law), as well as by the present articles of association (hereafter the Articles).

Art. 2. Registered office

2.1 The registered office of the Company is established in the City of Luxembourg.

2.2 The registered office may be transferred to any other place within the Grand Duchy of Luxembourg by a resolution of the board of directors.

2.3 Branches or other offices may be established either in the Grand Duchy of Luxembourg or abroad by resolution of the board of directors.

2.4 In the event that extraordinary political, economic or social developments occur or are imminent, that would interfere with the normal activities of the Company at its registered office or with the ease of communications with such office, the registered office may be temporarily transferred abroad, until the complete cessation of these abnormal circumstances; such temporary measures will have no effect on the nationality of the Company, which, notwithstanding the temporary transfer of its registered office, will remain a Luxembourg company. Such temporary measures will be taken and notified to any interested parties by one of the bodies or persons entrusted with the daily management of the Company.

Art. 3. Object

3.1 The Company may enter into any type of transactions in equity and debt securities and any and all derivatives and other instruments of any kind (including, without limitation, trading and investment related activities in publicly listed european companies) and undertaking any and all other actions as may be necessary or incidental to the foregoing.

3.2 The Company may in particular, but without limitation, acquire or invest in loans, stock, shares and other securities, bonds, debentures, certificates of deposit and other debt instruments and more generally any securities and financial instruments issued by any public or private entity whatsoever. The Company may further issue shares, notes, bonds and any kind of debt and/or equity securities whose value or yield is linked to specific assets or risks, or whose repayment is subject to the repayment of other instruments, certain claims or certain categories of shares.

3.3 The Company may borrow in any form except by way of public offer and lend funds including the proceeds of any borrowings and/or issues of debt or equity securities to its subsidiaries, affiliated companies or to any other company.

3.4 The Company may give guarantees and grant pledges, mortgages or any other types of security interests over all or some of its assets within the limits of the law.

3.5 The Company may freely dispose of, and assign, its assets on such terms as determined by the board of directors.

3.6 The Company may generally employ any techniques and utilize any instruments relating to its investments for the purpose of their efficient management, including techniques and instruments designed to protect the Company against credit risk, currency fluctuations, interest rate fluctuations and other risks.

3.7 The Company may carry out any commercial or financial transactions which relate directly or indirectly to the foregoing objects, to the extent those transactions are not subject to any specific regulations for which the Company has not obtained the necessary authorizations.

Art. 4. Duration

4.1 The Company is established for an unlimited duration.

4.2 The Company may be dissolved at any time by a resolution of the shareholders adopted in the manner provided by these Articles and the Company Law.

II. Capital - Shares

Art. 5. Capital - Shares

5.1 The issued capital of the Company is set at thirty-one thousand Euro (EUR 31,000) represented by 775 Class A Shares, 775 Class B Shares, 775 Class C Shares, 775 Class D Shares, 775 Class E Shares, 775 Class F Shares, 775 Class G Shares, 775 Class H Shares, each share having a par value of five Euro (EUR 5).

5.2 All the shares are fully paid up.

5.3 Each class of shares may, by a resolution of the board of directors, track the income, gain or loss related to one or more identifiable assets which are held directly, or indirectly through a controlled group company, by the Company (such shares are hereinafter referred to as tracking shares).

Art. 6. Increase and Reduction of capital

6.1 The capital of the Company may be increased or reduced in one or several times, by a resolution of the shareholders adopted in the manner required for the amendment of the Articles and prescribed by the Company Law.

6.2 The new shares to be subscribed in cash will be offered by preference to the shareholders in proportion to the part of the capital which is represented by their shares. The general meeting will fix the period for exercising the preferential subscription right. It will grant to the board of directors any powers in order to carry out the decisions adopted and to fix the conditions of exercise of the preferential subscription right.

6.3 However, by way of derogation from the above, the general meeting may, in accordance with the conditions provided in the Company Law, abolish or limit the preferential subscription right or authorize the board of directors to do so.

Art. 7. Acquisition of own shares

7.1 The Company may acquire and hold its own shares in accordance with the conditions provided in the Company Law.

7.2 The shares that have been redeemed shall be immediately suspended and as such bear no voting rights, and shall have no rights to receive any dividends or liquidation proceeds.

7.3 The redemption of tracking shares can only be made by using sums available for distribution in accordance with the Company Law (distributable funds including the share premium account) and which are the proceeds of the partial or total disposal and/or other income of the relevant assets to which they relate pursuant to article 5.3. above. The redemption price of tracking shares is calculated by the board of directors or by such person appointed by the board of directors on the basis of the fair market value of the assets to which they relate pursuant to article 5.3. above. The redemption price may be paid either in form of a cash distribution or of a distribution in kind or one part in cash and one part in kind.

Art. 8. Form of shares - Shareholders' register

8.1 Shares will be and remain in registered form.

8.2 A shareholders' register will be kept at the registered office and it may be examined by each shareholder who so requires. The register will contain:

- the precise designation of each shareholder and the indication of the number of his shares;
- the indication of the payments made on his shares;
- the transfers of shares and the dates thereof.

8.3 Each shareholder will notify to the Company by registered letter his address and any change thereof. The Company will be entitled to rely on the last address thus communicated.

8.4 The ownership of a registered share will result from the inscription in the shareholders' register.

8.5 Certificates reflecting these inscriptions will be delivered to the shareholders at their request.

8.6 The transfer of shares will be made by declaration of transfer registered in the same register, dated and signed by the transferor and the transferee or by their representatives, as well as on the basis of the provisions on the transfer of claims laid down in article 1690 of the Code civil. The Company may accept and register in the register any transfer recorded in any correspondence or other documents establishing the consent of the transferor and of the transferee.

8.7 Any inscription in the shareholders' register will be made by the board of directors or by any person duly authorized to that effect by the board of directors.

III. Management - Representation

Art. 9. Board of directors

9.1 The Company will be administered by a board of directors of at least three (3) members, who need not be shareholders and who will be elected by the meeting of the shareholders for a period not exceeding six years.

9.2 The board of directors will be composed of both Class A directors and Class B directors. At the moment the shareholders appoint a director, they shall indicate if the director is a Class A director or a Class B director.

9.3 All directors are always re-eligible and they may be removed at any time by the meeting of the shareholders.

9.4 The mandate of the directors who have not been re-elected will terminate immediately after the ordinary general meeting of shareholders of the year in the course of which their mandate will expire.

Art. 10. Vacancy

10.1 In the event of a vacancy on the board of directors, the shareholders or the remaining directors may elect a new director in order to fill such vacancy. In the event the vacancy is filled by the remaining directors, the next shareholders' meeting will proceed to the final election.

10.2 A director elected in replacement of another director whose mandate has not expired will terminate the mandate of his predecessor.

Art. 11. Chairman

11.1 The board of directors will choose from among its members a chairman.

11.2 In the absence of the chairman, the directors present at the meeting will appoint another director as chairman pro tempore.

Art. 12. Meetings

12.1 Meetings of the board of directors will be convened and presided by the chairman or, in his absence, by the director replacing him.

12.2 The board of directors will meet as often as the Company's interests so require, or each time three directors at least so require. The meetings will be held at the place stated in the convening notice.

Art. 13. Procedure

13.1 The board of directors may deliberate or act validly only if a majority of its members are present or represented.

13.2 Any director may appoint in writing, by cable or by fax another director as his proxy in order to represent him at a determined meeting by the board of directors and to vote on his behalf. The director acting by proxy will be deemed to be present, for the purpose of his vote.

13.3 One or more directors may participate in a board meeting by means of a conference call or by any similar means of communication enabling several persons participating therein to simultaneously communicate with each other. Such participation will be deemed equal to a physical presence at the meeting.

13.4 The board of directors may adopt resolutions by an affirmative unanimous circular vote, expressed in writing, by cable or by fax.

13.5 Any resolutions of the board of directors shall be adopted by not less than three directors, of whom at least one must be a Class B director.

Art. 14. Minutes

14.1 The resolutions adopted by the board of directors will be recorded in minutes. The minutes will be signed by the chairman of the meeting and by one other director. The minutes relating to resolutions adopted by circular vote will be signed by the chairman of the board and by one other director. The proxies, the votes and opinions expressed in writing, by cable or by fax will remain attached thereto.

14.2 Copies or extracts of such minutes which need to be produced in judicial proceedings or otherwise will be signed by the chairman of the board, by any director or by the person(s) to whom the daily management of the Company has been delegated.

Art. 15. Remuneration

15.1 The general meeting may allocate to the directors a fixed remuneration or attendance fees or grant to them a lump sum for reimbursement of their travel and other expenses, to be charged to general expenses.

15.2 The board of directors is authorized to grant to the directors in charge of special functions or duties a compensation to be charged to general expenses.

Art. 16. Powers

The board of directors is vested with the broadest powers to perform all acts necessary or useful for accomplishing the Company's object, except the powers which are expressly reserved by the Company Law or by these Articles to the general meeting of shareholders.

Art. 17. Daily management

17.1 The board of directors may delegate the daily management and the representation of the Company within such daily management to one or more persons. It appoints and removes the persons to whom such management has been delegated, who may, but need not be directors, and fixes their remuneration and determines their powers.

17.2 The delegation of the daily management to a member of the board of directors is subject to the prior authorization of the general meeting of shareholders and imposes on the board of directors the duty to annually report to the ordinary general meeting of shareholders of the salaries, compensation and benefits whatsoever allocated to the delegate.

17.3 The board of directors and the persons to whom the daily management has been delegated, within the limits of such management, may also delegate special and determined powers to one or several persons chosen by them.

17.4 The board of directors may establish one or several committees, whose members need not be directors, and determine their composition and powers.

Art. 18. Representation

18.1 The Company will be bound in any acts, including those requiring the intervention of a public officer or a notary, and in judicial proceedings, either by the joint signatures of any two directors of the Company, or, within the limits of the daily management, by the person(s) to whom the daily management has been delegated, acting individually.

18.2 It will also be validly bound by any persons to whom special powers have been granted, but only within the limit of such powers.

Art. 19. Statutory auditor

19.1 The supervision of the operation of the Company is entrusted to one or several auditors, who need not be shareholders, and who will be elected by the meeting of the shareholders for a period not exceeding six years.

19.2 They are always re-eligible and they may be removed at any time by the general meeting of shareholders.

19.3 The general meeting of shareholders determines the number of the auditors.

19.4 The mandate of the auditors who have not been re-elected will terminate immediately after the ordinary general meeting of shareholders of the year in the course of which their mandate will expire.

19.5 The duties and the powers of the auditors will be those provided for in the law.

IV. General meeting of shareholders**Art. 20. General meetings of shareholders - Powers**

20.1 Any regularly constituted meeting of shareholders of the Company represents the entire body of shareholders.

20.2 Its decisions adopted in conformance with these Articles and the Company Law are binding on all the shareholders, including the absent or dissenting shareholders.

Art. 21. General meetings of shareholders - Procedure

21.1 The annual general meeting of the shareholders will be held at least once a year, on 15 May at 11 o'clock in Luxembourg.

21.2 If such day is a public holiday, the meeting will be held on the next following business day, at the same hour.

21.3 Shareholders' meetings, whether ordinary or extraordinary, will be held at the registered office of the Company or such other place as may be specified in the notice convening the meeting.

21.4 Shareholders' meetings, including the annual general meeting, may be held abroad if, in the judgment of the board of directors, which is final, circumstances of force majeure so require.

Art. 22. Convening right

22.1 The board of directors will convene the shareholders' meeting.

22.2 A shareholders' meeting must be convened so as to be held within one month if one or more shareholders representing at least 20% of the Company's capital so require. Such request must be in writing and specify the items to be put on the agenda.

Art. 23. Convening notices

23.1 The notices convening the shareholders' meetings will be made by registered letter sent to each shareholder at the address listed in the shareholders' register.

23.2 If all the shareholders are present or represented at a shareholders' meeting and if they state that they have knowledge of the agenda thereof, the meeting may be held without prior notice.

Art. 24. Representation

Each shareholder may act at any shareholders' meeting by appointing as his proxy another person who need not be a shareholder.

Art. 25. Bureau

25.1 Each shareholders' meeting will be chaired by the chairman of the board of directors or, in his absence, by the person appointed by the shareholders.

25.2 The chairman appoints a secretary and the meeting elects one or more scrutineers. Together they form the bureau.

Art. 26. Voting right

Each share entitles its holder to one vote.

Art. 27. Decisions of the shareholders' meeting

27.1 The general meeting may only deliberate on the items on the agenda.

27.2 The resolutions will be adopted by a majority of the votes, whatever the number of the shares represented.

27.3 However the general meeting convened for the purpose of amending the Articles can only be validly held if at least one half of the Company's capital is represented and if the agenda specifies the proposed amendments and, if applicable, contains the text of those relating to the Company's object or form. If the first of these conditions is not fulfilled, the general meeting may be reconvened. That reconvening notice must contain the agenda of the prior meeting and specify the date of that meeting and the outcome thereof. The reconvened meeting will validly deliberate irrespective of the amount of capital represented. In the two meetings the resolutions in order to be valid need to be adopted by a two-thirds majority of the votes of all the shares present or represented.

27.4 Notwithstanding any other provision to the contrary, the shareholders can, in lieu of convening a general shareholders' meeting, decide unanimously and in writing on all issues for which the general shareholders' meeting is competent, except for those decisions that need to be taken before a notary public.

Art. 28. Minutes

28.1 The minutes of the general meeting of shareholders will be signed by the members of the bureau and by the shareholders who so request.

28.2 Copies or extracts of such minutes which need to be produced in judicial proceedings or otherwise will be signed by the chairman of the board, by any director or by the person(s) to whom the daily management has been delegated.

V. Annual accounts - Discharge - Distribution of profits

Art. 29. Accounting year

29.1 The accounting year of the Company will begin on 1 January and will terminate on 31 December of each year.

29.2 Each year the board of directors will draw up an inventory and prepare, in conformance with the law, the annual accounts, which include the balance-sheet, the profit and loss account and the notes.

29.3 On separate accounts (in addition to the accounts held by the Company in accordance with the law and normal accounting practice), the board of directors shall determine at the end of each financial year, the performance of the tracking shares as follows:

The performance of each class of tracking shares will be calculated as the balance of all income, gain or other receipts paid or due in any other manner in relation to the relevant underlying assets (including capital gains, liquidation surplus, dividend distribution) and the amount of the expenses, losses, taxes and other transfers of funds incurred by the Company during its exercise and which can regularly and reasonably be attributed to such underlying assets (including fees, costs, corporate income tax on capital gain, expenses relating to dividend distribution).

The shareholders will approve such separate accounts simultaneously with the accounts held by the Company in accordance with the Company Law and normal practice.

All income and expenses not attributed to any specific class of tracking shares shall be allocated to all the shares of the Company on a pro rata basis or other reasonable manner determined by the board of directors.

Art. 30. Approval of the annual accounts - Discharge

30.1 The general meeting of shareholders hears the management report, examines the report of the auditor and, if thought fit, approves the accounts.

30.2 After approval of the accounts, the general meeting, by separate vote, decides on the discharge of the directors.

Art. 31. Publicity

The annual accounts, the management report and the documents provided for in the Company Law will be made public to the extent required and in the manner provided for in the law.

Art. 32. Distribution of profits

32.1 An amount equal to at least one twentieth of the Company's net profits shown in the Company's balance-sheet must be set aside annually from such profits for the purpose of forming the reserve prescribed by the Company Law. That allocation ceases to be necessary as soon and as long as the said reserve will be equal to one tenth of the Company's share capital.

32.2 The general meeting of shareholders will have discretionary power to dispose of the surplus. It may in particular allocate such profit to the payment of a dividend or transfer it to the reserves or carry it forward.

32.3 The Company's net profits which result from the performance of a specific class of tracking shares, as shown in the separate accounts, may be distributed as dividends to the shareholders of the corresponding tracking shares. Any net profits which at the end of a given financial year have not been declared (and not been distributed) as dividend payable may continue to accrue to the sole benefit of the holders of the relevant tracking shares which shall then be available for distribution as a dividend at a later stage or at the redemption of the relevant class of tracking shares. Annual net profits which are not allocable to specific tracking shares shall be distributed to the shareholders in proportion to their shareholding in the Company.

Art. 33. Dividends

33.1 The board of directors will decide the time and place of payment of any dividend.

33.2 The board of directors may decide to pay interim dividends to the holders of a specific class of shares on the basis of a statement of accounts, established by the board of directors, showing that sufficient funds are available for distribution to such class of shares, it being understood that the amount to be distributed may not exceed realised profits deriving from the underlying assets since the end of the last financial year, increased by carried forward profits and distributable reserves, but decreased by carried forward losses, all relating to the same underlying assets.

Art. 34. Dissolution - Liquidation

34.1 In the event of dissolution of the Company for any reason and at any moment whatsoever, liquidation will be carried out by one or several liquidators appointed by the general meeting of shareholders deciding such liquidation, which, as the case may be, will determine their powers and their compensation. The power to amend the Articles, if so justified by the needs of the liquidation, remains with the general meeting.

34.2 The powers of the directors will come to an end by the nomination of the liquidators.

34.3 The liquidator(s) shall be vested with the broadest powers for the realization of the assets and the payment of the liabilities of the Company, it being specified that the liquidator(s) shall treat each class of tracking shares separately for the purpose of the liquidation distributions.

34.4 The holders of tracking shares shall, to the maximum extent permitted by law, be entitled to such portion of the liquidation bonus that corresponds with net proceeds of the underlying assets. Any liquidation bonus which is not allocable to specific tracking shares shall be distributed to the shareholders in proportion to their shareholding in the Company.

Art. 35. Allocation of the surplus

After payment of all debts and liabilities of the Company or deposit of any funds to that effect, the surplus will be paid to the shareholders in proportion to the shares which they hold.

Art. 36. Application of the law

Reference is made to the provisions of the Company Law for all matters for which no specific provision is made in these Articles.

Transitory provision

The first accounting year shall begin on the date of this deed and end on 31 December 2005.

Subscription - Payment

The Articles having thus been established,

MeesPierson INTERTRUST (LUXEMBOURG) S.A., previously named and represented as stated here above, declares to have subscribed to 6,199 shares of the Company and to have fully paid up all of the 6,199 shares by way of a contribution in cash for an amount of EUR 30,995.

ECOREAL S.A., previously named and represented as stated here above, declares to have subscribed to 1 share of the Company and to have fully paid up the 1 share by way of a contribution in cash for an amount of EUR 5.

The amount of EUR 31,000 is now at the disposal of the Company, as has been proved to the undersigned notary.

Expenses

The expenses, costs, fees and charges, of any kind whatsoever, which fall to be paid by the corporation as a result of this document, are estimated at approximately thousand eight hundred Euro.

General meeting of shareholders

The appearing parties, representing the entire subscribed share capital and considering themselves as having been duly convened, immediately proceeded to hold a general meeting of the shareholders of the Company.

Having first verified that it was regularly constituted, they have passed the following resolutions by unanimous vote:

- (i) that the number of directors of the Company be set at three (3);
- (ii) that the number of statutory auditors (commissaires aux comptes) of the Company be set at one (1);
- (iii) that there be appointed as members of the board of directors of the Company until the annual shareholders meeting to be held in 2010:

(a) Robert Hovenier, director, whose business address is at 65, boulevard Grande-Duchesse Charlotte, L-1331 Luxembourg; as a Class B director;

(b) The company GxC INC., having its registered office at The Corporate Trust Center, 1209 Orange Street, Wilmington, New Castle County, DE 19501 (Delaware - USA); as a Class A director; and

(c) The company SHERWOOD FINANCIAL SERVICES LTD., having its registered office at c/o Maples Finance BVI Limited, P.O. Box 173, Kingston Chambers, Road Town, Tortola, British Virgin Islands; as a Class A director;

(iv) that there be appointed as statutory auditor (commissaire aux comptes) of the Company for a term which will expire at the annual shareholders meeting to be held in 2006:

(a) ERNST & YOUNG with registered office at 6, rue Jean Monnet, L-2180 Luxembourg;

(v) that the address of the registered office of the Company is at 65, boulevard Grande-Duchesse Charlotte, L-1331 Luxembourg.

The undersigned notary, who knows English, states herewith that on request of the above appearing persons the present deed is worded in English followed by a French version; on request of the same persons and in case of any differences between the English and the French text, the English text will prevail.

In faith of which, We, the undersigned notary, have set our hand and seal on the day named at the beginning of this document.

The document having been read to the persons appearing, all of whom are the said persons signed together with Us, the notary, this original deed.

Suit la traduction française du texte qui précède:

L'an deux mille cinq, le vingt-quatrième jour du mois d'août.

Par-devant nous, Maître Joseph Elvinger, notaire de résidence à Luxembourg.

Ont comparu:

MeesPierson INTERTRUST (LUXEMBOURG) S.A., une société ayant son adresse professionnelle au 65, boulevard Grande-Duchesse Charlotte, L-1331 Luxembourg, dûment représenté par Monsieur Hubert Janssen, juriste, demeurant professionnellement à Luxembourg, en vertu d'une procuration émise à Luxembourg le 19 août 2005; et

ECOREAL S.A., une société ayant son adresse professionnelle à 65, boulevard Grande-Duchesse Charlotte, L-1331 Luxembourg, dûment représenté par Monsieur Hubert Janssen, prénommé, en vertu d'une procuration émise à Luxembourg le 19 août 2005.

Lesdites procurations après signature ne varietur par les comparants et par le notaire soussigné, resteront annexées au présent acte pour être soumises avec lui aux formalités de l'enregistrement.

Lesquelles comparants, aux termes de la capacité avec laquelle ils agissent, ont requis le notaire instrumentant d'arrêter qu'ils déclarent constituer entre elles une société comme suit:

I. Dénomination - Siège social - Objet - Duration

Art. 1^{er}. Forme - Dénomination

Il existe entre les souscripteurs et tous ceux qui deviendront actionnaires par la suite une société anonyme sous la dénomination de GENERAL CAPITAL S.A. (la Société) qui sera régie par les lois du Grand-Duché de Luxembourg, en particulier par la loi du 10 août 1915, concernant les sociétés commerciales, telle que modifiée (la Loi des Sociétés), ainsi que par les présents statuts (les Statuts).

Art. 2. Siège Social

2.1 Le siège social de la Société est établi à Luxembourg-Ville, Grand-Duché de Luxembourg.

2.2 Il pourra être transféré à n'importe quelle endroit à l'intérieur du Grand-Duché de Luxembourg par simple décision du Conseil d'administration.

2.3 Il peut être créé par simple décision du Conseil d'administration, des succursales, filiales ou bureaux tant au Grand-Duché de Luxembourg qu'à l'étranger.

2.4 Lorsque le Conseil d'administration estime que des événements extraordinaires d'ordre politique ou militaire de nature à compromettre l'activité normale de la Société au siège social, ou la communication aisée entre le siège social et l'étranger se produiront ou seront imminents, il pourra transférer provisoirement le siège social à l'étranger jusqu'à cessation complète de ces circonstances anormales. Cette mesure provisoire n'aura toutefois aucun effet sur la nationalité de la Société, qui restera une société luxembourgeoise. De telles mesures temporaires seront prises et notifiées à toute partie intéressée par une des organes de la Société ou par les administrateurs délégués.

Art. 3. Objet Social

3.1 La Société pourra s'engager dans tout type de transactions de titres représentatifs d'emprunts et/ou de créances et toute dérivatives et autres instruments de toute nature (incluant, sans limitation, des activités commerciales et d'investissements dans des sociétés européennes cotées publiquement) et entreprendre toutes actions qui seront nécessaires ou accessoires à ce qui précède.

3.2 La Société peut en particulier, mais sans limitation, acquérir ou investir dans des prêts, fonds, actions et autres types d'effets, obligations, certificats de dépôt et autres instruments de dette et en général toutes les effets et instruments financiers émis par toute entité publique ou privée. La Société peut de plus émettre des actions, notes, obligations et toute autre forme de titres représentatifs d'emprunts et/ou de créances la valeur desquelles ou rendement et liée à des actifs ou risques spécifiques, ou le remboursement desquelles est assujéti au remboursement d'autres instruments, certaines créances ou certaines catégories d'actions.

3.3 La Société pourra emprunter sous quelque forme que ce soit excepte par voie d'offre publique et emprunter des fonds incluant les revenus de toutes empruntes et ou émissions de titres représentatifs d'emprunts et/ou de créances à ses filiales, sociétés affiliées et à toute autre société de son groupe.

3.4 La Société pourra également consentir des garanties et des sûretés, hypothèques ou toute autre type d'intérêts de sécurités sur toute ou une partie de ces passifs endéans des limites de la loi.

3.5 La Société pourra librement disposer et assigner ses passifs aux termes déterminés par le Conseil d'administration.

3.6 La Société peut, d'une manière générale, employer toutes techniques et instruments liés à des investissements en vue d'une gestion efficace, y compris des techniques et instruments destinés à la protéger contre les risques de crédit, fluctuations monétaires, fluctuations de taux d'intérêt et autres risques.

3.7 La Société pourra accomplir toutes opérations commerciales, financières ou industrielles ainsi que tous transferts de propriété mobiliers ou immobiliers, qui directement ou indirectement favorisent la réalisation de son objet social ou s'y rapportent de manière directe ou indirecte.

Art. 4. Durée

4.1 La Société est établie pour une période indéterminée.

4.2 Elle peut être dissoute, à tout moment, par résolution de l'assemblée générale des actionnaires de la Société prise de la manière requise par les présents Statuts et par la Loi des Sociétés.

II. Capital social - Actions

Art. 5. Capital social - Actions

5.1 Le capital social de la Société est fixé à trente et un mille euros (EUR 31.000,-) représenté par sept cent soixante quinze (775) actions de Classe A, sept cent soixante quinze (775) actions de Classe B, sept cent soixante quinze (775) actions de Classe C, sept cent soixante quinze (775) actions de Classe D, sept cent soixante quinze (775) actions de Classe E, sept cent soixante quinze (775) actions de Classe F, sept cent soixante quinze (775) actions de Classe G, sept cent soixante quinze (775) actions de Classe H, d'une valeur nominale de cinq euros (EUR 5) chacune.

5.2 Toutes les actions sont entièrement libérées.

5.3 Chaque classe d'actions peut, par une résolution du Conseil d'administration, suivre le revenu, le bénéfice ou la perte relaté à un ou plusieurs actif(s) identifiable(s) qui sont détenu(s) directement, ou indirectement par une société de group contrôlé, par la Société (les actions de suite ou «tracking shares»).

Art. 6. Augmentation et réduction du capital social

6.1 Le capital de la Société peut être augmenté ou réduit en une ou plusieurs fois par décision des actionnaires adoptée de la manière requise pour la modification des statuts par la Loi des Sociétés.

6.2 Toutes les actions nouvelles émises par la Société en raison d'une augmentation de capital sont offertes à tous les détenteurs d'actions représentatives du capital social, en proportion avec le nombre d'actions de la Société qu'ils détiennent déjà.

6.3 Toutefois, nonobstant les dispositions qui précèdent, l'assemblée générale pourra, conformément avec les conditions prévues dans la Loi des Sociétés, abolir ou limiter le droit de souscription préférentiel ou autoriser le Conseil d'administration à le faire.

Art. 7. Rachat des actions

7.1 La Société peut acquérir et détenir ses propres actions dans les conditions et limites fixées par la Loi des Sociétés.

7.2 Les actions qui ont été rachetées devront être immédiatement suspendues et considérées comme étant sans droit de vote, et ne donneront aucun droits aux dividendes ou distributions de liquidation.

7.3 Le rachat d'actions de suite pourra uniquement être réalisé en utilisant les montants disponibles pour la distribution conformément à la Loi des Sociétés (les fonds distribuables incluant le compte de prime d'émission) et qui sont les résultats de la vente partielle ou totales des actifs auxquels elles correspondent conformément l'article 5.3. ci-dessus. Le prix de rachat des actions de suite est calculé par le Conseil d'administration ou par toute personne désignée par le Conseil d'administration sur les bases de la valeur du marché des actifs auxquels elles correspondent conformément à l'article 5.3. ci-dessus. Le prix de rachat pourra être payé soit sous la forme d'une distribution en numéraire soit sous la forme d'une distribution en nature ou encore sous la forme d'une distribution d'une part en numéraire et une partie en nature.

Art. 8. Forme des actions - Registre des actionnaires

8.1 Les actions seront et resteront sous forme nominative.

8.2 Un registre des actionnaires sera tenu au siège social et peut être examiné par chaque actionnaire qui le demande. Le registre contiendra:

- la désignation précise de chaque actionnaire et l'indication de son nombre d'actions;
- l'indication des paiements effectués sur ses actions;
- tous transferts d'actions et les dates respectives de ces transferts.

8.3 Chaque actionnaire doit informer la Société par lettre recommandée de son adresse et de toute modification y afférente. La Société pourra se fier à la dernière adresse ainsi communiquée à elle.

8.4 La propriété des actions nominatives sera établie par l'inscription au registre des actionnaires.

8.5 Des certificats reflétant ces inscriptions pourront être délivrés aux actionnaires à leur demande.

8.6 La cession d'actions s'opère par une déclaration de transfert inscrite sur le même registre, datée et signée par le cédant et le cessionnaire ou par leurs fondeurs de pouvoirs, ainsi que suivant les règles sur le transfert des créances établies par l'article 1690 du Code civil. Il est loisible à la société d'accepter et d'inscrire sur le registre un transfert qui serait constaté par la correspondance ou d'autres documents établissant l'accord du cédant et du cessionnaire.

8.7 Toute inscription au registre des actions nominatives pourra être faite par le Conseil d'administration ou par toute personne dûment autorisée à cet effet par le Conseil d'administration.

III. Administration - Gestion - Représentation - Commissaire

Art. 9. Conseil d'administration

9.1 La Société sera administrée par un Conseil d'administration comprenant au moins trois (3) membres, lesquels pourront, mais ne devront pas nécessairement être actionnaires de la Société et qui seront élus par l'assemblée générale des actionnaires pour un terme n'excédant pas six ans.

9.2 Le Conseil d'administration sera composé des administrateurs de Classe A et de Classe B. Le moment de leur nomination, les actionnaires indiqueront si l'administrateur est de Classe A ou de Classe B.

9.3 Les administrateurs sont toujours rééligibles et peuvent être révoqués à tout moment par l'assemblée générale des actionnaires.

9.4 Les mandats des membres du Conseil d'administration qui n'ont pas été réélus expireront immédiatement après l'assemblée générale ordinaire de l'année au cours de laquelle leur mandat a pris fin.

Art. 10. Vacance

10.1 En cas de vacance d'une place d'administrateur, il pourra y être pourvu par l'assemblée générale ou par les autres administrateurs. Dans ce dernier cas, l'assemblée générale des actionnaires qui se réunit par la suite procédera à l'élection définitive.

10.2 Un administrateur nommé en remplacement d'un autre administrateur dont le mandat n'a pas encore expiré va finir le mandat de son prédécesseur.

Art. 11. Président

11.1 Le Conseil d'administration va nommer un Président parmi ses membres.

11.2 En cas d'absence du Président, les membres du Conseil d'administration qui sont présents à la réunion nommeront un autre administrateur comme Président pro tempore.

Art. 12. Réunions

12.1 Les réunions du Conseil d'administration seront convoquées et présidées par le Président ou, en son absence, par l'administrateur qui le remplace.

12.2 Le Conseil d'administration se réunira aussi souvent que le requiert l'intérêt de la Société lorsqu'au moins trois administrateurs le demandent. Les réunions auront lieu à l'endroit fixé dans la convocation.

Art. 13. Procédure

13.1 Le Conseil d'administration de la Société ne pourra délibérer et agir valablement que si la majorité au moins des administrateurs est présente ou représentée.

13.2 Tout administrateur pourra désigner par écrit, par câble ou par téléfax, un autre administrateur comme son mandataire pour le représenter et pour voter pour lui à une réunion du Conseil d'administration de la Société.

13.3 Un ou plusieurs administrateurs peuvent participer à la réunion du Conseil d'administration de la Société par conférence téléphonique ou par tout autre moyen de communication similaire, ayant pour effet que toutes les personnes participant à la réunion peuvent s'entendre, se parler et délibérer dûment. Une telle participation sera assimilée à une présence physique.

13.4 Le Conseil d'administration de la Société peut également prendre ses décisions en exprimant leur accord avec une résolution unanime circulaire dans un écrit séparé, par câble ou par fax.

13.5 Toutes les décisions du Conseil d'administration sont adoptées par trois administrateurs, dont au moins un administrateur sera de Classe B.

Art. 14. Procès-verbal de réunion du Conseil d'administration de la Société

14.1 Les décisions adoptées par le Conseil d'administration seront consignées dans des procès-verbaux. Les procès-verbaux seront signés par le Président de la réunion et par au moins un autre administrateur. Les procurations, les votes et les opinions exprimées par écrit, par câble ou par fax y resteront attachées.

14.2 Les copies ou extraits de ces procès-verbaux destinés à servir en justice ou ailleurs peuvent être signés par le Président du Conseil d'administration, par un administrateur ou par une personne à qui la gestion journalière de la Société a été déléguée.

Art. 15. Rémunération

15.1 L'assemblée générale des actionnaires peut attribuer soit une rémunération fixe ou des jetons de présence aux administrateurs, soit leur attribuer une somme forfaitaire pour le remboursement de leurs dépenses de voyage et autres, qui sera comptabilisée en tant que frais généraux.

15.2 Le Conseil d'administration est autorisé à attribuer une compensation à comptabiliser dans les frais généraux aux administrateurs en charge de fonctions ou charges spéciales.

Art. 16. Pouvoirs

Le Conseil d'administration est investi des pouvoirs les plus larges afin d'accomplir tous les actes nécessaires ou utiles à l'accomplissement de l'objet social, à l'exception des pouvoirs expressément réservés par la loi ou par les présents statuts à l'assemblée générale des actionnaires.

Art. 17. Gestion journalière

17.1 Le Conseil d'administration peut déléguer la gestion journalière et la représentation de la Société dans le cadre de cette gestion journalière à une ou plusieurs personnes. Il désignera et révoquera les personnes auxquelles cette gestion a été déléguée, qui peuvent ou non être administrateurs, et il fixe leur rémunération et détermine leurs pouvoirs.

17.2 La délégation de la gestion journalière à un membre du Conseil d'administration est soumise à une autorisation préalable de l'assemblée générale des actionnaires et impose au Conseil d'administration de reporter annuellement à l'assemblée générale ordinaire des actionnaires, tous les salaires, compensation et bénéfices alloués aux délégués.

17.3 Le Conseil d'administration et les personnes à qui la gestion journalière a été déléguée, dans les limites de cette gestion, peut également déléguer des pouvoirs spéciaux et déterminés à une ou plusieurs personnes choisies par eux.

17.4 Le Conseil d'administration peut établir un ou plusieurs comités, dont les membres ne sont pas forcément administrateurs, et détermine leur composition et pouvoirs.

Art. 18. Représentation

18.1 La Société sera engagée par tout acte, incluant ceux qui nécessitent l'intervention d'un officier public ou d'un notaire, et dans toute procédure judiciaire, soit par la signature conjointe de deux administrateurs quels qu'ils soient, ou, dans le cadre de la gestion journalière, par la personne à laquelle la gestion a été déléguée, agissant seule.

18.2 Elle sera également valablement tenue par toute personne à qui des pouvoirs spéciaux ont été attribués, mais uniquement dans la limite de ces pouvoirs.

Art. 19. Commissaires statutaires

19.1 Les opérations de la Société seront surveillées par un ou plusieurs commissaires, qui ne doivent pas nécessairement être actionnaires, et qui seront élus par l'assemblée des actionnaires pour une période n'excédant pas six ans.

19.2 Ils sont également rééligibles et peuvent être révoqués à n'importe quel moment par l'assemblée générale des actionnaires.

19.3 L'assemblée générale des actionnaires détermine le nombre des auditeurs.

19.4 Le mandat des commissaires qui n'ont pas été réélus prendra fin immédiatement après l'assemblée générale ordinaire des actionnaires de l'année lors de laquelle les mandats prendront fin.

19.5 Les obligations et pouvoirs des commissaires seront ceux prévus par la loi.

IV. Assemblée générale des actionnaires

Art. 20. Assemblée Générale des Actionnaires - Pouvoirs

20.1 Toute assemblée des actionnaires régulièrement constituée représente tous les actionnaires de la Société.

20.2 Ses décisions adoptées en conformité avec ces Statuts et la Loi des Sociétés s'imposent aux actionnaires, en incluant les actionnaires absents ou en désaccord.

Art. 21. Assemblée Générale des Actionnaires - Procédure

21.1 L'assemblée générale annuelle des actionnaires de la Société se tiendra au moins une fois par an, le 15 mai à 11 heures au Luxembourg.

21.2 Si ce jour est un jour férié, la réunion sera tenue le jour ouvrable suivant, à la même heure.

21.3 Les assemblées des actionnaires, ordinaires ou extraordinaires, seront tenues au siège social de la Société ou un autre lieu qui pourrait être spécifié dans les convocations à l'assemblée.

21.4 Les assemblées des actionnaires, en incluant l'assemblée générale annuelle des actionnaires de la Société pourront se tenir à l'étranger si le Conseil d'administration de la Société constate souverainement et définitivement que des circonstances de force majeure le requièrent.

Art. 22. Droit de Convocation

22.1 Le Conseil d'administration convoquera l'assemblée générale des actionnaires.

22.2 Une assemblée générale des actionnaires doit être convoquée endéans un mois à chaque fois que un ou plusieurs actionnaires représentant au moins 20% du capital social émis le requièrent. Une telle demande doit être faite par écrit et spécifier les points qui figureront à l'ordre du jour.

Art. 23. Avis de convocation

23.1 Les avis de convocation pour les assemblées générales des actionnaires de la Société seront envoyés par lettre recommandée à chaque actionnaire à l'adresse indiquée dans le registre des actionnaires.

23.2 Si tous les actionnaires sont présents ou représentés à l'assemblée générale des actionnaires de la Société, et s'ils déclarent avoir été informés de l'ordre du jour y afférent, l'assemblée pourra être tenue sans convocation préalable.

Art. 24. Représentation

Chaque actionnaire peut se faire représenter à toute assemblée des actionnaires par une personne qu'il a désigné par procuration et qui ne doit pas forcément être actionnaire.

Art. 25. Bureau

25.1 Toute assemblée générale des actionnaires sera présidée par le Président du Conseil d'administration, ou, en son absence, par une personne désignée par les actionnaires.

25.2 Le Président désigne un secrétaire et l'assemblée élit un ou plusieurs scrutateurs. Ensemble, ces personnes constituent le bureau.

Art. 26. Droits de vote

Chaque action donne droit à un vote.

Art. 27. Décisions de l'assemblée générale des actionnaires

27.1 L'assemblée générale des actionnaires ne peut délibérer que sur les points figurant à l'ordre du jour.

27.2 Les résolutions seront adoptées par une majorité des votes, peu importe le nombre des actions représentées.

27.3 Toutefois l'assemblée générale convoquée aux fins de modifier les dispositions des Statuts ne sera valablement tenue que, si au moins la moitié du capital social est représenté et si l'ordre du jour indique les modifications proposées et, le cas échéant, le texte des modifications proposées afférent à l'objet ou à la forme de la Société. Si la première de ces conditions n'est pas remplie, l'assemblée générale peut être convoquée à nouveau. L'avis de deuxième convocation doit contenir l'ordre du jour de l'assemblée antérieure et indiquer la date et le déroulement de l'assemblée générale antérieure. L'assemblée convoquée à nouveau délibérera valablement quelle que soit la portion du capital représentée. Lors des deux assemblées, les résolutions, pour être valables, devront être adoptées à la majorité des deux tiers des votes des actionnaires présents ou représentés.

27.4 Les actionnaires peuvent, en lieu de convoquer une assemblée générale, à l'unanimité, prendre par acte sous seing privé toutes les décisions qui relèvent du pouvoir de l'assemblée générale, à l'exception de celles qui doivent être passées par un acte authentique.

Art. 28. Procès-verbaux - Minutes

28.1 Les procès-verbaux/minutes des assemblées générales des actionnaires seront signés par les membres du bureau et par les actionnaires qui le requièrent.

28.2 Le Président du Conseil d'administration, tout administrateur ou toute personne à laquelle la gestion journalière de la Société a été déléguée peut signer des copies ou extraits de ces procès-verbaux ou minutes qui devront être produits en justice ou autre part.

V. Comptes annuels - Décharge - Répartition des bénéfices

Art. 29. Exercice social

29.1 L'exercice social de la Société commencera le 1^{er} janvier et se terminera le 31 décembre de chaque année.

29.2 Chaque année, le Conseil d'administration va dresser un inventaire et préparer, conformément à la loi, les comptes annuels qui comprennent le bilan, le compte de profits et pertes et les annexes.

29.3 Par des comptes annuels séparés (venant s'ajouter aux comptes annuels établis par la Société conformément à la Loi des Sociétés et aux principes comptables généralement applicables), le Conseil d'administration déterminera, à la fin de chaque exercice social, le montant des bénéfices attribuables à chaque catégorie d'actions de suite comme suit:

La partie du bénéfice annuel attribuable à chaque catégorie d'actions de suite sera égale au solde des revenus, profits ou autres produits payés ou dus en quelque forme que ce soit se rapportant aux actifs sous-jacents de la catégorie d'actions concernée (y compris des plus-values, des bonis de liquidation, des distributions de dividendes), à diminuer du montant des dépenses, pertes, impôts ou autres transferts de fonds encourus par la Société pendant cet exercice et qui peuvent être régulièrement et raisonnablement attribués aux actifs sous-jacents de la catégorie d'actions concernée (y compris les coûts, frais, droit d'apport, impôt sur les plus-values et les charges relatives à la distribution de dividendes).

Les actionnaires approuveront ces comptes annuels séparés en même temps que les comptes annuels établis par la Société conformément à la Loi des Sociétés et aux principes comptables généralement applicables.

Tous les revenus et toutes les charges qu'il n'est pas possible d'attribuer à une classe spécifique d'actions de suite sont allouées entre toutes les classes spécifiques d'actions de suite proportionnellement aux actions de suite émises dans chaque classe.

Art. 30. Approbation des comptes annuels - Décharge

30.1 L'assemblée générale des actionnaires prend connaissance du rapport du Conseil d'administration, examine le rapport du commissaire aux comptes et approuve les comptes annuels.

30.2 Après l'approbation des comptes annuels, l'assemblée des actionnaires se prononce sur la décharge des administrateurs et commissaire(s) aux comptes par un vote spécial.

Art. 31. Publication

Les comptes annuels, le rapport du Conseil d'administration et les documents devant être publiés seront publiés de la manière requise par la Loi des Sociétés.

Art. 32. Affectation des Bénéfices

32.1 Il sera prélevé sur le bénéfice net annuel de la Société, tel qu'il ressort du bilan, diminué des frais généraux et des provisions nécessaires et toute autre charge, un vingtième (1/20) au moins de ce profit qui seront affectés à la réserve légale, prévue par la Loi des Sociétés. Ce prélèvement cessera d'être obligatoire lorsque la réserve légale aura atteint un dixième (1/10) du capital social de la Société.

32.2 L'assemblée générale des actionnaires de la Société décidera souverainement de l'affectation du solde restant du bénéfice net qui sera disponible afin d'être distribué. L'assemblée peut notamment décider de procéder à la distribution de dividendes ou au transfert dans des réserves ou de les reporter en avant.

32.3 Les bénéfices nets de la Société, attribuables à une catégorie spécifique d'actions de suite, comme établis par les comptes séparés, pourront être distribués en tant que dividendes aux actionnaires des actions de suite concernées. Tous les profits nets qui, à la fin d'un exercice social donné, n'ont pas été déclarés (et n'ont pas été distribués) en tant que dividendes payables, peuvent continuer à s'accumuler au seul bénéfice des détenteurs des actions de suite correspondantes et seront disponibles pour être distribués comme dividendes à un moment ultérieur, ou lors du rachat de la catégorie d'actions de suite concernée. Les profits nets annuels qui ne seraient pas alloués à des actions de suite spécifiques seront distribués aux actionnaires en proportion de leur participation dans la Société.

Art. 33. Paiement de dividendes

33.1 Le Conseil d'administration va fixer le moment et l'endroit où les dividendes seront distribués.

33.2 Le Conseil d'administration de la Société peut décider de payer des dividendes intérimaires aux détenteurs d'une classe spécifique d'actions sur base du relevé de comptes établis par le Conseil d'administration, montrant que des fonds suffisants sont disponibles pour être distribués à cette classe d'actions, étant entendu que le montant à distribuer ne peut excéder les profits réalisés dérivant des actifs sous-jacents depuis la fin du dernier exercice social, augmentés des profits reportés en avant et des réserves distribuables, mais diminués des pertes reportées en avant, afférents à ces mêmes actifs sous-jacents.

Art. 34. Dissolution et Liquidation

34.1 En cas de dissolution de la Société, pour une raison et à un moment quelconques, il sera procédé à la liquidation par les soins d'un ou de plusieurs liquidateurs nommé(s) par l'assemblée générale des actionnaires de la Société, qui aura décidé de dissoudre la Société, et qui déterminera, le cas échéant, les pouvoirs et la rémunération du ou des liquidateurs. L'assemblée générale des actionnaires gardera le pouvoir de modifier les Statuts au cas où une telle modification serait justifiée par les besoins de la liquidation.

34.2 Les mandats des administrateurs expireront/prendront fin avec la nomination des liquidateurs.

34.3 Le(s) liquidateur(s) sera/seront investi(s) des pouvoirs les plus étendus pour la réalisation des actifs et le paiement des dettes de la Société, étant entendu que le(s) liquidateur(s) traitera/traiteront chaque classe d'actions de suite comme une entité distincte aux fins de la liquidation.

34.4 Conformément à la loi applicable, le boni de liquidation résultant d'une catégorie d'actifs sous-jacents sera distribué exclusivement aux détenteurs des actions de suite s'y rapportant. Tout boni de liquidation qui ne se trouve pas alloué à des actions de suite spécifiques devra être distribué aux actionnaires en proportion de leur participation dans la Société.

Art. 35. Attribution du surplus des actifs de la Société

Après le paiement de toutes les dettes et passifs de la Société respectivement/ou le dépôt de sommes comme garantie à cet effet, le surplus des actifs de la Société sera distribué entre les actionnaires proportionnellement au nombre d'actions détenues par chacun d'eux.

Art. 36. Droit applicable

Toutes les questions qui ne sont pas régies expressément par les présents Statuts seront tranchées en application de la Loi des Sociétés.

Dispositions transitoires

Le premier exercice social commence aujourd'hui et se terminera le 31 décembre 2005.

Souscription - Paiement

Les Statuts de la Société ayant ainsi été établis,

MeesPierson INTERTRUST (LUXEMBOURG) S.A., prénommée et représentée comme décrit ci-avant, déclare avoir souscrit à 6.199 actions de la Société et les avoir payées à hauteur de 6.199 actions par un apport en numéraire d'un montant de EUR 30.995,-.

ECOREAL S.A., prénommée et représentée comme décrit ci-avant, déclare avoir souscrit à 1 action de la Société et l'avoir payée à hauteur de 1 action par un apport en numéraire d'un montant de EUR 5,-.

Le montant de EUR 31.000,- est maintenant à la disposition de la Société, ainsi qu'il a été prouvé au notaire instrumentaire.

Estimation des frais

Les parties comparantes déclarent que le montant des frais, dépenses, rémunérations ou charges, sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la Société ou qui sont mis à sa charge en raison de sa constitution, s'élèvent approximativement à la somme de mille huit cents euros.

Assemblée générale des actionnaires

Les comparants pré-qualifiés, représentant l'intégralité du capital social souscrit, se sont constituées en assemblée générale des actionnaires de la Société à laquelle elles se reconnaissent dûment convoquées.

Après avoir constaté que celle-ci est régulièrement constituée, elles ont pris à l'unanimité les résolutions suivantes:

- (i) Le nombre d'administrateurs de la Société est fixé à trois (3);
- (ii) Le nombre des commissaires aux comptes de la Société est fixé à un (1);
- (iii) Sont nommés membres du Conseil d'administration de la Société jusqu'à l'assemblée générale des actionnaires de 2010:

(a) Monsieur Robert Hovenier, administrateur de sociétés, avec adresse professionnelle au 65, boulevard Grande-Duchesse Charlotte, L-1331 Luxembourg; administrateur catégorie B;

(b) La société GxC INC., ayant son siège social à The Corporate Trust Center, 1209 Orange Street, Wilimington, New Castle County, DE 19501 (Delaware - USA); administrateur catégorie A; and

(c) La société SHERWOOD FINANCIAL SERVICES LTD., ayant son siège social à c/o Maples Finance BVI Limited, P.O. Box 173, Kingston Chambers, Road Town, Tortola, British Virgin Islands; administrateur catégorie A.

(iv) Est nommée commissaire aux comptes de la Société jusqu'à l'assemblée générale des actionnaires de 2006:

(a) ERNST & YOUNG, ayant son siège social au 6, rue Jean Monnet, L-2180 Luxembourg;

(v) Le siège social de la Société est fixé au 65, boulevard Grande-Duchesse Charlotte, L-1331 Luxembourg.

Le notaire instrumentant, qui parle et comprend l'anglais, déclare par la présente que sur demande du comparant, le présent document a été établi en langue anglaise suivi d'une version française. Sur demande du même comparant et en cas de divergences entre la version anglaise et la version française, le texte anglais prévaudra.

Dont acte, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée au comparant, connu du notaire instrumentant par nom, prénom, état et demeure, il a signé avec le notaire le présent acte.

Signé: H. Janssen, J. Elvinger.

Enregistré à Luxembourg, le 1^{er} septembre 2005, vol. 25CS, fol. 46, case 12. – Reçu 310 euros.

Le Receveur (signé): J. Tholl.

Pour expédition conforme, délivrée aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 7 septembre 2005.

J. Elvinger.

(080199.3/211/704) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 9 septembre 2005.

BOC No. 2, S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Registered office: L-2320 Luxembourg, 69A, boulevard de la Pétrusse.

R. C. Luxembourg B 84.383.

In the year two thousand and five, on the twenty-second day of April.

Before Us, Maître Henri Hellinckx, notary residing in Mersch, Grand Duchy of Luxembourg.

Was held an Extraordinary General Meeting of shareholders of BOC No. 2, S.à r.l. (the «Company»), a company with limited liability («société à responsabilité limitée»), having its registered office in L-2320 Luxembourg, 69A, boulevard de la Pétrusse, R.C.S. Luxembourg B 84.383 incorporated pursuant to a notarial deed on 22th October, 2001, published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations number 367 of 6 March 2002. The Articles of Incorporation of the Company have been amended for the last time pursuant to a deed of the undersigned notary held on this day at 6.30 p.m., not yet published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations.

The meeting was opened at 7.30 p.m. with Mr Francis Kass, lawyer, residing in Luxembourg,

in the chair, who appointed as secretary Mrs Solange Wolter-Schieres, private employee, residing in Schouweiler.

The meeting elected as scrutineer Mr Grégory Noyen, lawyer, residing in Luxembourg.

The board of the meeting having thus been constituted, the chairman declared and requested the notary to state:

I. That the agenda of the meeting is the following:

1. Transfer of the registered office of the Company from Luxembourg to Guernsey and submission of the Company to Guernsey law.

2. Amendments of the Articles of Incorporation of the Company to comply with Guernsey law.

3. Miscellaneous.

II. That the shareholders present or represented, the proxies of the represented shareholders and the number of their shares are shown on an attendance list; this attendance list, signed by the shareholders, the proxies of the represented shareholders and by the board of the meeting, will remain annexed to the present deed to be filed at the same time with the registration authorities.

The proxies of the represented shareholders, initialed ne varietur by the appearing parties will also remain annexed to the present deed.

III. That the whole corporate capital being present or represented at the present meeting and all the shareholders present or represented declaring that they have had due notice and got knowledge of the agenda prior to this meeting, no convening notices were necessary.

IV. That the present meeting, representing the whole corporate capital, is regularly constituted and may validly deliberate on all the items of the agenda.

Then the general meeting after deliberation, took unanimously the following resolutions:

First resolution

The meeting resolves to approve the registration of the Company as a Guernsey company, to transfer the registered office of the Company from 69A, boulevard de la Pétrusse, L-2320 Luxembourg, Grand-Duchy of Luxembourg to 1, Le Marchant Street, St Peter Port, Guernsey, GY1 4HP, Channel Islands and to submit the Company to Guernsey law.

Second resolution

The meeting resolves to adopt new memorandum and articles of association, in order to comply with Guernsey law, which will read as follows:

«The Companies (Guernsey) Laws 1994 to 1996
Company Limited by shares
Memorandum of Association
of
BOC NO. 2 LIMITED

1. The name of the Company is BOC No. 2 LIMITED.

2. The Registered Office of the Company will be situate in Guernsey.

3. The objects for which the Company is established are:

(1) To carry on business as a general commercial company.

(2) To finance by any means other The BOC GROUP plc companies.

(3) To carry on business as an investment and property company.

(4) To carry on business anywhere as a trading trust finance agency and manufacturing company and generally to undertake all kinds of investment trading manufacturing and other operations.

(5) To act as trustees liquidators executors administrators managers general partners receivers fiduciaries directors secretaries officers attorneys or agents anywhere.

(6) To purchase or acquire for any estate or interest and hold use deal or trade in whether with a view to profit or not and by any means property and rights of all kinds real or personal movable or immovable legal or equitable and to hold any such property and rights in the name of the Company or its nominees and to exercise and enforce all rights and powers as owners and to develop any such property or rights.

(7) To prepare any property of the Company for building or other purposes and to construct alter demolish and improve buildings and lands and to enter into contracts and arrangements of any kind with any person and to undertake the management of property buildings and lands whether belonging to the Company or otherwise.

(8) To advance deposit or lend money securities and property to any person on any terms and to hire lease or sell goods of every description whether under hire purchase or on deferred payment or any terms.

(9) To borrow or raise money in any manner and to secure the repayment of any money borrowed raised or owing by assignment charge hypothecation pledge or mortgage on all or any of the property or rights of the Company present future vested or contingent including uncalled capital.

(10) To guarantee assure or become liable for or to indemnify against any loss damage or obligation of any person whether or not connected or associated in any manner with the Company (including without limitation any holding or subsidiary company of the Company and any subsidiary of any such holding company) and whether or not for direct or indirect consideration benefit or advantage and in connection with or support of such arrangements to assign charge hypothecate mortgage or pledge all or any of the undertaking and property of the Company (including uncalled capital) and to enter into any contracts or other transactions in relation to any such arrangements.

(11) To accept payment for any property right or undertaking sold or disposed of or dealt with by the Company either in cash or in shares or other securities whether with or without deferred or preferred rights or in debentures securities or mortgages or in any other manner.

(12) To issue and deposit any shares or securities which the Company may issue by way of charge hypothecation pledge or mortgage to secure any sum less than the nominal amount of such shares or securities and also by way of security for the performance of any obligations or liabilities of the Company or of any person whether or not the Company has an interest in such person or his business.

(13) To accumulate capital for any of the purposes of the Company and to appropriate any property or rights for specific purposes conditionally or unconditionally and to allow any person having dealings with the Company to share in the Company's profits or any other advantages or benefits.

(14) To pay all or any expenses incurred in connection with formation and promotion of the Company or to contract with any other person to pay the same and to pay commissions to brokers and others for underwriting placing selling or guaranteeing the subscription of any shares or securities of the Company or of any other entity promoted by the Company.

(15) To enter into arrangements with any state government or authority national local or otherwise and to obtain therefrom all rights concessions or privileges conducive to the Company's objects and to oppose the grant to any other person of similar rights concessions and privileges.

(16) To make gifts to any persons in such circumstances and whether of cash or other property or rights as may be considered directly or indirectly conducive to any of the Company's objects or otherwise expedient and in particular to remunerate any person introducing or doing business to or with the Company.

(17) To subscribe or guarantee money for charitable or benevolent objects and to aid in the establishment and support of associations for the benefit of persons at any time employed by or having dealings with the Company or the dependants or families of such persons and to establish and support associations institutions funds and trusts to benefit employees (including directors) and their respective dependants and families at any time and to grant pensions and allowances and to make payments towards insurances for the purpose of indemnifying the Company in respect of claims for any risks or accidents to any officers or employees of the Company whether in the course of their employment or

not and to pay premiums on any such insurances including insurance against illness accident or death or for any other purpose.

(18) To draw make accept endorse issue discount and execute deeds agreements arrangements cheques promissory notes bills of exchange and lading warrants securities debentures and all other negotiable and transferable instruments or transactions whatsoever.

(19) To enter into any joint ventures or arrangements or agreements for sharing profits with any persons.

(20) To distribute in specie among the Members by way of dividend or bonus or on a return of capital any property or rights of the Company or any proceeds of sale.

(21) To effect insurances and reinsurances against risks of every description whether of the Company or any other person.

(22) To amalgamate with any other company whose objects are or include objects similar to those of the Company whether by sale or purchase (for full or partly paid shares or otherwise) of the undertaking or by sale or purchase (for full or partly paid shares or otherwise) of all or a controlling interest in the shares of the Company or any such other company or partnership or any arrangement in the nature of partnership or in any other manner.

(23) To procure the Company to be recognised or registered anywhere and to carry on all or any part of the Company's business anywhere whether or not the Company has established an office or is so recognised or registered and as principals agents contractors trustees nominees or otherwise and by or through such persons and either alone or in conjunction with others.

(24) To do all such other things as the Company may think incidental to or connected with any of the above objects or conducive to their attainment or otherwise likely in any respect to be advantageous to the Company.

And it is declared that the word «person» in this Memorandum (except in reference to the Company) shall include any individual partnership or other body of persons whether incorporated or not and any government state or authority and further that the objects specified in each paragraph shall be treated as independent and accordingly in no way limited or restricted by reference to or inference from any other paragraph or from the name of the Company and may be carried out as fully and construed as widely as if each paragraph defined the objects of a separate and independent company.

4. The liability of the Members is limited to the amount (if any) for the time being unpaid on the shares held by each of them respectively.

5. The Share Capital of the Company is EUR 262,500.- divided into 10,500 Ordinary Shares of EUR 25.- each.

(1) The Company has power to increase or reduce its share capital and to attach to any shares in the initial or increased or reduced capital any preferred deferred qualified or special rights privileges and conditions or to subject the same to any restrictions or limitations and to consolidate or sub-divide all or any of its shares into shares of a larger or smaller denomination.

(2) The rights for the time being attached to any shares in the initial capital and to any shares having preferred deferred qualified or special rights privileges and conditions may be altered or dealt with in accordance with the Articles of Association.

6. The shares shall be paid for according to the terms of allotment or otherwise by calls as the Board shall think fit.

7. Shares in the capital of the Company may be issued in payment or part payment of the purchase consideration for any property purchased by the Company or in consideration of any services rendered to the Company by any person in assisting the Company to carry out any of its objects and for shares so issued no money payment shall be made or required save in so far as by the terms under which any of such shares may be issued a cash payment may be required.

8. The Signature of the Company shall be:

(1) BOC No. 2 LIMITED with the addition of the signature(s) of one or more person(s) authorised generally or specifically by the Board for such purpose, or

(2) The Common Seal of the Company countersigned by such person(s) as the Board may at any time authorise in that behalf.

The Companies (Guernsey) Laws 1994 to 1996

Company limited by shares

Articles of Association

of

BOC No. 2 LIMITED

Interpretation

1. In these Articles the following words shall bear the following meanings if not inconsistent with the subject or context:

Words Meanings

«Articles» These Articles of Association as now framed and at any time altered.

«At any time» At any time or times and includes for the time being and from time to time.

«Board» The Directors at any time or the Directors present at a duly convened meeting at which a quorum is present.

«Director» includes alternate Director.

«Dividend» includes bonus.

«Executors» includes Administrators.

«Laws» The Companies (Guernsey) Laws, 1994 to 1996 and the Companies (Enabling Provisions) (Guernsey) Law, 1996 in each case as amended extended or replaced and any Ordinance statutory instrument or regulation made thereunder.

«Liquidator» includes joint Liquidators.

«Member» includes registered holder of a share and vice versa and any person entitled on death disability or insolvency of a member.

«Memorandum» The Memorandum of Association of the Company.

«Month» Calendar Month.

«Office» The registered office at any time of the Company.

«Probate» includes Letters of Administration.

«Proxy» includes attorney.

«Register» The Register of Members kept pursuant to the Laws.

«Seal» The Common Seal of the Company.

«Secretary» includes a temporary or assistant Secretary and any person appointed by the Board to perform any of the duties of Secretary.

Any reference to a share shall, where the Board has resolved to allot and issue fractions of shares, include such fractions.

The singular includes the plural and vice versa.

The masculine includes the feminine.

Words importing persons include corporations.

Expressions referring to writing include any mode of representing or reproducing words.

Subject to the above any words defined in the Laws shall if not inconsistent with the subject or context bear the same meaning in these Articles.

Business

2. Any branch or kind of business which by the Memorandum or by these Articles is either expressly or impliedly authorised to be undertaken may be undertaken or suspended at any time by the Board whether commenced or not.

Shares

3. Without prejudice to any special rights previously conferred on the holders of any existing shares or class of shares any share in the Company may be issued with such preferred deferred or other special rights or restrictions whether as to dividend voting return of capital or otherwise as the Company at any time by ordinary resolution may determine and subject to and in default of such determination as the Board may determine.

4. Subject to the provisions of the Laws:

(1) any preference shares may with the sanction either of the Board or an ordinary resolution be issued on terms that they are or at the option of the Company or the holder are liable to be redeemed on such terms and in such manner as the Company before the issue may by ordinary resolution determine and subject to and in default of such determination as the Board may determine;

(2) the Company may purchase any of its own shares whether or not they are redeemable and may pay in respect of such purchase otherwise than out of its distributable profits or the proceeds of fresh issue of shares;

(3) the Company and any of its subsidiary companies may give financial assistance directly or indirectly for the purpose of or in connection with the acquisition of shares in the Company or in connection with reducing or discharging any liability incurred in connection with the purchase of shares in the Company;

(4) the Company may convert all or any of its shares the nominal amount of which is expressed in a particular currency or former currency into shares of a nominal amount of a different currency, the conversion being effected at the rate of exchange (calculated to not less than three significant figures) current on the date of the resolution or on such other date as may be specified therein.

5. If at any time the share capital is divided into different classes of shares the rights attached to any class (unless otherwise provided by the terms of issue) may whether or not the Company is being wound up be varied with the consent in writing of the holders of three-fourths of the issued shares of that class or with the sanction of a special resolution of the holders of the shares of that class. To any separate general meeting of a class the provisions of these Articles relating to general meetings shall apply but so that the necessary quorum shall be two persons holding in person or by proxy one-third of the issued shares of that class and that any holder of shares of that class present in person or by proxy may demand a poll.

6. The rights conferred upon the holders of the shares of any class issued with preferred or other rights shall not (unless otherwise expressly provided by the terms of issue of the shares of that class) be deemed to be varied by the creation or issue of further shares ranking *pari passu* therewith.

7. In default of any ordinary resolution by the Company the unissued shares shall be at the disposal of the Board which may allot grant options over or otherwise dispose of them to such persons on such terms and conditions and at such times as the Board determines but so that no share shall be issued at a discount except in accordance with the Laws and so that the amount payable on application on each share shall be fixed by the Board.

8. The Company may pay commission in money or shares to any person in consideration of his subscribing or agreeing to subscribe whether absolutely or conditionally for any shares in the Company or procuring or agreeing to procure subscriptions whether absolute or conditional for any shares in the Company provided that the rate or amount of commission shall be fixed by the Board and disclosed in accordance with the Laws. The Company may also pay brokerages.

9. Except as ordered by a court of competent jurisdiction or as required by law the Company shall not be affected or bound by or be compelled in any way to recognise (even when having notice) any equitable contingent future or partial interest in any share or fraction or (except only as by these Articles or by law otherwise provided) any other rights in respect of any share except an absolute right to the entirety in the registered holder and whether or not such

share shall be entered in the Register as held in trust nor shall the Company be bound to see to the execution of any trust to which any share may be subject.

Certificates

10. (1) Every person shall be entitled:

(a) without payment to one certificate for all his shares of each class and when part only of the shares comprised in a certificate is sold or transferred to a balance certificate; or

(b) upon payment of such sum as the Board may determine to several certificates each for one or more shares of any class.

(2) Every certificate shall be issued within one month after allotment or lodgement of transfer (or within such other period as the conditions of issue shall provide) and shall specify the shares to which it relates and the amount paid up and the distinguishing numbers (if any).

(3) All forms of certificate for shares or debentures or representing any other form of security (other than letters of allotment scrip certificates and other like documents) shall be issued and may if determined by the Board be issued under the Seal of the Company and shall be signed autographically unless there shall be in force a resolution of the Board adopting some method of mechanical signature in which event the signatures (if authorised by such resolution) may be effected by the method so adopted.

11. In respect of a share held jointly the Company shall not be bound to issue more than one certificate and delivery of a certificate for a share to one of several joint holders shall be sufficient delivery to all such holders.

12. If a share certificate be defaced lost or destroyed it may be renewed on payment of such fee and on such terms (if any) as to evidence and indemnity and the payment of expenses as the Board thinks fit.

Lien

13. The Company shall have a first and paramount lien (extending to all dividends payable) on all shares (not being fully paid) for all moneys whether presently payable or not called or payable at a fixed time in respect of those shares and for all the debts and liabilities of the holder to the Company and that whether the same shall have been incurred before or after notice to the Company of any equitable or other interest of any person (other than such holder) and whether the time for payment or discharge shall have arrived or not and notwithstanding that the same are joint debts or liabilities of such holder and any other person (whether a Member of the Company or not).

14. The Company may sell as the Board thinks fit any shares on which the Company has a lien but no sale shall be made unless a sum in respect of which the lien exists is presently payable nor until after a notice in writing demanding payment has been given to the holder of the shares.

15. To give effect to any sale the Board may authorise some person to transfer the shares sold to the purchaser who shall be registered as the holder of the shares comprised in any such transfer and who shall not be bound to see to the application of the purchase money nor shall his title to the shares be affected by any irregularity or invalidity in the proceedings.

Calls on shares

16. The Board may at any time make calls upon the Members in respect of any moneys unpaid on their shares (whether on account of the nominal value or by way of premium and not by the conditions of allotment made payable at fixed times) and each Member shall pay to the Company at the time and place appointed the amount called. A call may be revoked or postponed.

17. Joint holders shall be jointly and severally liable to pay calls.

18. If a sum called in respect of a share is not paid before or on the day appointed the person from whom the sum is due shall pay interest from the day appointed to the time of actual payment at such rate as the Board may determine.

19. Any sum which by the terms of issue of a share becomes payable on allotment or at any fixed date shall for the purposes of these Articles be deemed to be a call duly made and payable on the date on which by the terms of issue the same becomes payable and in the case of non-payment all the relevant provisions of these Articles as to payment of interest and expenses forfeiture or otherwise shall apply as if such sum had become payable by virtue of a call duly made and notified.

20. The Board may on an issue of shares differentiate between holders as to amount of calls and times of payment.

Forfeiture and surrender of shares

21. If a Member fails to pay any call or instalment on the day appointed the Board may at any time during such period as any part remains unpaid serve notice requiring payment of so much of the call or instalment as is unpaid together with any interest which may have accrued and any expenses which may have been incurred by the Company by reason of non-payment.

22. The notice shall state a further day on or before which the payment required by the notice is to be made and the place where the payment is to be made and that in the event of non-payment the shares in respect of which the call was made or instalment is payable will be liable to be forfeited. If the requirements of any such notice are not complied with any share in respect of which the notice has been given may at any time before payment has been made be forfeited by a resolution of the Board to that effect. Such forfeiture shall include all dividends declared in respect of the forfeited share and not actually paid before the forfeiture.

23. Notice of forfeiture shall forthwith be given to the former holder and an entry of such notice and forfeiture shall forthwith be made and dated in the Register opposite the entry of the share; but no forfeiture shall be in any manner invalidated by any omission or neglect to give notice or to make entry.

24. A forfeited share shall be deemed to be the property of the Company and may be sold re-allotted or otherwise disposed of on such terms as the Board shall think fit with or without all or any part of the amount previously paid on the share being credited as paid and at any time before a sale or disposition the forfeiture may be cancelled.

25. A person whose shares have been forfeited shall cease to be a Member in respect of those shares but shall notwithstanding remain liable to pay to the Company all moneys which at the date of forfeiture were payable in respect of the shares with interest at such rate as the Board may determine. The Board may enforce payment without any allowance for the value of the shares at the time of forfeiture.

26. The forfeiture of a share shall extinguish all interest in and all claims and demands against the Company in respect of the share and all other rights and liabilities incidental to the share as between the holder and the Company.

27. The Board may accept from any Member on such terms as shall be agreed a surrender of any shares in respect of which there is a liability for calls. Any surrendered share may be disposed of in the same manner as a forfeited share.

28. A declaration in writing by a Director or the Secretary that a share has been duly forfeited or surrendered on the date stated in the declaration shall be conclusive evidence of the facts therein as against all persons claiming to be entitled to the shares.

29. The Company may receive the consideration given for any share on any sale or disposition and may execute a transfer of the share in favour of the person to whom the same is sold or disposed of and he shall thereupon be registered as the holder and shall not be bound to see to the application of the purchase money nor shall his title be affected by any irregularity or invalidity in forfeiture sale re-allotment or disposal.

Transfer and transmission of shares

30. All transfers of shares may be effected by transfer in writing in any form as the Board may accept. Any instrument of transfer shall be signed by or on behalf of the transferor who shall be deemed to remain the holder until the name of the transferee is entered in the Register.

31. Every instrument of transfer shall be left at the Office or such other place as the Board may prescribe with the certificate of every share to be transferred and such other evidence as the Board may reasonably require to prove the title of the transferor or his right to transfer the shares; and the transfer and certificate shall remain in the custody of the Board but shall be at all reasonable times produced at the request and expense of the transferor or transferee or their respective representatives. A new certificate shall be delivered to the transferee after the transfer is completed and registered on his application and when necessary a balance certificate shall be delivered if required by him in writing. A fee determined by the Board may be charged for each transfer and also for the registration of every probate notice power of attorney or document tendered for registration and shall be paid before registration.

32. The Board may in their discretion and without assigning any reasons refuse to register a transfer of any share to any person of whom they shall not approve as transferee. If the Board refuse to register a transfer of any share they shall send to the transferee notice of refusal within a reasonable period.

33. The Company shall keep the Register in accordance with the Laws. The Register may be closed during such periods as the Board think fit not exceeding in all thirty days in any year.

34. On the death of a Member the survivors where the deceased was a joint holder and the executors of the deceased where he was a sole holder shall be the only persons recognised by the Company as having any title to or interest in his shares; but nothing herein shall release the estate of a deceased joint holder from any liability in respect of any share jointly held.

35. A person entitled to shares in consequence of death disability or insolvency shall not be entitled to receive notice of or to attend or to vote at any meeting or (save as regards the receipt of such dividends as the Board shall not elect to retain) to exercise any of the rights of a holder unless and until he shall have been registered as holder.

Restrictions on transfer of shares

36. A share may be transferred to any Member selected by the transferor; but save as provided below no share shall be transferred to a person who is not a Member so long as any Member is willing to purchase the same at the fair value.

37. Except where a transfer is made by transmission on the death of a Member the person proposing to transfer any share («proposing transferor») shall give notice in writing («transfer notice») to the Secretary of his desire to transfer and such notice shall specify the sum he fixes as the fair value and shall constitute the Secretary his agent for the sale at the price fixed or at the option of the purchaser («purchasing Member») at the fair value to be fixed by the Auditor.

38. A transfer notice may include several shares and in such case shall operate as if it were a separate notice in respect of each. A transfer notice shall only be revocable with the sanction of the Board.

39. If the Secretary shall within the space of twenty-eight days after being served with a transfer notice find a Member willing to purchase he shall give notice to the proposing transferor and the purchasing Member.

40. In case any difference arises between the proposing transferor and the purchasing Member as to the fair value the Auditor shall on the application of either party and at the cost of the Company certify in writing the sum which in his opinion is the fair value and which shall be deemed to be the fair value and in so certifying the Auditor shall act as an expert and not as an arbitrator.

41. If in any case the proposing transferor after having become bound as aforesaid defaults in transferring the Company may receive the purchase money and shall thereupon cause the name of the purchasing Member to be entered in the Register as the holder of the share and shall hold the purchase money in trust for the proposing transferor. The receipt of the Company for the purchase money shall be a good discharge to the purchasing Member.

42. If the Secretary shall not within the space of twenty-eight days after being served with a transfer notice find a person willing to purchase the share and give notice as provided above the proposing transferor shall at any time within three calendar months afterwards be at liberty to sell and transfer the shares (or those not placed) to any person at a price which shall not be less than the fair value.

43. Every employee of the Company who is a Member shall forthwith on ceasing his employment be bound to give a transfer notice to the Secretary in respect of the shares so held by him and should he fail to do so the Secretary as his agent may give the same.

44. A share of a deceased Member may be transferred by his executors to his heirs or legatees.

Alteration of capital

45. The Company at any time may by ordinary resolution increase the share capital by such sum to be divided into shares of such amount as the resolution shall prescribe.

46. Any new shares shall be of such class and amount and have such preference or priority as regards dividends or in the distribution of assets or as to voting or otherwise over any other shares of any class whether then issued or not or be subject to such stipulations deferring them to any other shares with regard to dividends or in the distribution of the assets as the Board may determine.

47. The Company before the issue of any new shares may ordinarily resolve that all or some of them shall be offered to the Members in proportion to their existing shares at such price as the Company or the Board may fix and such offer shall be made by notice specifying the number of shares to which the Member is entitled and limiting a time within which the offer if not accepted will be deemed to be declined; and after the expiration of such period or on the receipt of an intimation from the Member that he declines the Board may offer the same on similar terms to such of the other shareholders as they may select including the Directors or dispose of them in such manner as they think fit. For the purpose of giving effect to this Article the Board shall be entitled to disregard fractions. In the absence of any determination or so far as the same shall not extend new shares may be dealt with as if they formed part of the original capital and shall be subject to these Articles.

48. The Company may by ordinary resolution:

(1) consolidate and divide all or any of its share capital into shares of larger amount than its existing shares;
 (2) subdivide all or any of its shares into shares of smaller amount than is fixed by the Memorandum so however that in subdivision the proportion between the amount paid and the amount if any unpaid on each reduced share shall be the same as it was in the case of the share from which the reduced share is derived and so that the resolution whereby any share is subdivided may determine that as between the holders of the shares resulting from subdivision one or more of the shares may have such preferred deferred or other rights over the others as the Company has power to attach to unissued or new shares;

(3) cancel any shares which have not been taken or agreed to be taken by any person and diminish the amount of its share capital by the amount of the shares so cancelled.

49. The Board on any consolidation of shares may deal with fractions of shares in any manner.

50. The Company may by special resolution reduce its share capital any capital redemption reserve fund or any share premium account in any manner and with and subject to any incident authorised and consent required by the Laws.

General meetings

51. (1) The first general meeting of the Company shall be held within such time as may be required by the Laws and thereafter general meetings shall be held once at least in each subsequent calendar year. Other meetings of the Company shall be called extraordinary general meetings. General meetings may be held in Guernsey or in the United Kingdom at the discretion of the Directors.

(2) A Member participating by video link or telephone conference call or other electronic or telephonic means of communication in a meeting at which a quorum is present shall be treated as having attended that meeting provided that the Members present at the meeting can hear and speak to the participating Member.

(3) A video link or telephone conference call or other electronic or telephonic means of communication in which a quorum of Members participates and all participants can hear and speak to each other shall be a valid meeting which shall be deemed to take place where the Chairman is present unless the Members resolve otherwise.

52. Any general meeting convened by the Board unless its time shall have been fixed by the Company in general meeting or unless convened in pursuance of a requisition may be postponed by the Board by notice in writing and the meeting shall subject to any further postponement or adjournment be held at the postponed date for the purpose of transacting the business covered by the original notice.

53. The Board may whenever it thinks fit and shall on the requisition in writing of one or more holders representing not less than one-tenth of the issued share capital of the Company upon which all calls or other sums then due have been paid forthwith proceed to convene an extraordinary general meeting.

54. The requisition shall be dated and shall state the object of the meeting and shall be signed by the requisitionists and deposited at the Office and may consist of several documents in like form each signed by one or more of the requisitionists.

55. If the Board does not proceed to cause a meeting to be held within twenty-one days from the date of the requisition being so deposited the requisitionists or a majority of them in value may themselves convene the meeting.

56. Any meeting convened by requisitionists shall be convened in the same manner (as nearly as possible) as that in which meetings are convened by the Board.

Notice of general meetings

57. Not less than ten days' notice specifying the time and place of any general meeting and specifying also in the case of any special business the general nature of the business to be transacted shall be given by notice sent by post by the Secretary or other Officer of the Company or any other person appointed in that behalf by the Board to such Members as are entitled to receive notices provided that with the consent in writing of all the Members a meeting may be convened by a shorter notice or at no notice and in any manner they think fit. In every notice there shall appear a statement

that a Member entitled to attend and vote is entitled to appoint one or more proxies to attend and vote instead of him and that a proxy need not be a Member.

58. The accidental omission to give notice of any meeting to or the non receipt of such notice by any Member shall not invalidate any resolution or any proposed resolution otherwise duly approved.

Proceedings at general meetings

59. The ordinary business of an ordinary general meeting shall be to receive and consider the profit and loss account and the balance sheet of the Company and the reports of the Directors and the Auditors to elect Directors and appoint Auditors in the place of those retiring to fix the remuneration of the Directors and Auditors to sanction or declare dividends and to transact any other ordinary business which ought to be transacted at such meeting. All other business shall be deemed special and shall be subject to notice as hereinbefore provided.

60. The quorum for a general meeting shall be two Members present in person or by proxy.

61. If within half an hour after the time appointed for the meeting a quorum is not present the meeting if convened by or upon a requisition shall be dissolved. If otherwise convened it shall stand adjourned for fourteen days at the same time and place and no notice of adjournment need be given.

62. The Members present in person or by proxy and entitled to vote shall choose one of their own number to be the Chairman.

63. The Chairman may with the consent of any meeting at which a quorum is present and shall if so directed by the meeting adjourn the meeting at any time and to any place but no business shall be transacted at any adjourned meeting other than the business left unfinished at the meeting from which the adjournment took place. When a meeting is adjourned for thirty days or more notice of the adjourned meeting shall be given as in the case of an original meeting. Save as aforesaid it shall not be necessary to give any notice of an adjournment or of the business to be transacted at an adjourned meeting.

64. At any meeting a resolution put to the vote shall be decided by a show of hands or by a poll at the option of the Chairman. Nevertheless before or on the declaration of the result a poll may be demanded:

(1) by the Chairman; or

(2) by one Member present in person or by proxy provided he represents at least one-tenth of the subscribed capital;

or

(3) by two Members present in person or by proxy.

The demand for a poll may be withdrawn.

Unless a poll be demanded a declaration by the Chairman that a resolution has on a show of hands been carried or carried unanimously or by a particular majority or lost and an entry to that effect in the minute book shall be conclusive evidence of the fact without proof of the number or proportion of the votes recorded.

65. A poll if demanded shall be taken at the meeting at which the same is demanded or at such other time and place as the Chairman shall direct and the result shall be deemed the resolution of the meeting.

66. The demand for a poll shall not prevent the continuance of a meeting for the transaction of any business other than the question on which a poll has been demanded.

67. If a poll shall be duly demanded on the election of a Chairman or on any question of adjournment it shall be taken at once.

68. In case of an equality of votes on a poll the Chairman shall have a second or casting vote.

Votes of members

69. (1) On a show of hands every Member present in person or by proxy shall have one vote.

(2) On a poll every Member present in person or by proxy shall have one vote for each share held by him subject to any special voting powers or restrictions.

70. Where there are joint registered holders of any share such persons shall not have the right of voting individually in respect of such share but shall elect one of their number to represent them and to vote whether in person or by proxy in their name. In default of such election the person whose name stands first on the Register shall alone be entitled to vote.

71. Any Member being incapable or of unsound mind may vote by his curator or other legal guardian. Any of such persons may vote either personally or by proxy.

72. On a poll votes may be given either personally or by proxy and a Member entitled to more than one vote need not use all his votes or cast all the votes he uses in the same way. A proxy need not be a Member. An instrument of proxy may be valid for one or more meetings.

73. No Member shall be entitled to be present or take part in any proceedings or vote either personally or by proxy at any meeting unless all calls due from him have been paid. No Member shall be entitled to vote in respect of any shares that he has acquired by purchase for pecuniary consideration unless he has been registered as their holder.

74. No objection shall be raised to the qualification of any voter except at the meeting or adjourned meeting at which the vote objected to is given or tendered and every vote not disallowed shall be valid for all purposes. Any objection made in due time shall be referred to the Chairman whose decision shall be final and binding.

75. The instrument appointing a proxy shall be in writing under the hand of the appointor or of his attorney duly authorised in writing or if the appointor is a corporation under the hand of an officer or attorney duly authorised.

76. The instrument appointing a proxy and the power of attorney or other authority (if any) under which it is signed or a notarially certified copy of that power or authority shall be deposited at the Office not less than 48 hours before the time for holding the meeting or adjourned meeting at which the person named in the instrument proposes to vote or in the case of a poll not less than 24 hours before the time appointed for the taking of the poll and in default unless the Board directs otherwise the instrument of proxy shall not be treated as valid.

77. The instrument appointing a proxy may be in any form which the Board may approve and may include an instruction by the appointor to the proxy either to vote for or against any resolution to be put to the meeting.

78. The instrument appointing a proxy shall be deemed to confer authority to demand or join in demanding a poll and shall be as valid for any adjournment as for the meeting to which it relates.

79. A vote given in accordance with the terms of an instrument of proxy shall be valid notwithstanding the previous death or disability of the principal or revocation of the proxy or of the authority under which the proxy was executed provided that no intimation in writing of such death disability or revocation shall have been received by the Company at the Office before the commencement of the meeting or adjournment or the taking of the poll at which the proxy is used.

80. Any corporation which is a Member may by resolution of its Directors or other governing body authorise such person as it thinks fit to act as its representative at any meeting of the Company or of any class of Members of the Company or to approve any resolution submitted in writing and the person so authorised shall be entitled to exercise on behalf of the corporation which he represents the same powers (other than to appoint a proxy) as that corporation could exercise if it were an individual Member of the Company.

Written resolutions

81. Resolutions of the Members may be approved in writing if so determined by the Directors in accordance with the Laws and every member voting thereon shall have one vote for each share subject to any special voting powers or restrictions.

82. Notice specifying the proposed resolution in writing may be forwarded by the Company to Members by post or by facsimile or such other telephonic or electronic means of written communications as the Board may determine at any time.

83. Notices of proposed written resolutions forwarded by post shall be sent to the address of such Members entered in the Register. Notices forwarded by any telephonic or electronic means of written communication shall be forwarded to such destination as the Member in question may at any time designate in writing signed by him.

84. Notices of proposed written resolutions shall incorporate or be accompanied by an instrument to be signed by or on behalf of the Member to who it is addressed for the purpose of approving the same.

85. Any notice of a proposed written resolution shall specify a date and time (whether greater or lesser than any period for the time being prescribed by the Laws) at which the instrument or instruments signed by or on behalf of the Members voting in favour thereof shall be counted and at which the resolution if approved by the requisite majority shall become effective. No instrument received or signature appended thereto after such time shall be counted.

86. Notwithstanding anything else contained herein (and in particular the method of forwarding the notice of and instrument for approving the written resolution to Members) all such instruments containing such approval shall be in writing and signed by the Member or Members in question. The signature of a Member shall be acceptable for such purposes if received by facsimile telephonic transmission.

87. The accidental omission to give notice of any proposed written resolution to or the non receipt of such notice by any member shall not invalidate any resolution or any proposed resolution otherwise duly approved.

Number and appointment of directors

88. The first Directors of the Company shall be appointed by the subscribers to the Memorandum. Unless such subscribers appoint a sole Director and until otherwise determined by the Board the number of Directors shall be not less than two.

89. (1) The Board shall have power at any time to appoint any person to be a Director either to fill a casual vacancy or as an addition to the existing Directors but so that the total number of Directors shall not at any time exceed the number fixed pursuant to these Articles. Any Director so appointed shall hold office only until the next following ordinary general meeting and shall then be eligible for re-election.

(2) A member or members holding a majority in nominal amount of the issued ordinary share capital for the time being in the Company shall have power from time to time and at any time to appoint any person as a director or alternate director and to remove from office any director or alternate director howsoever appointed. Any such appointment or removal shall be effected by an instrument in writing signed by the member or members making the same, or in the case of a member being a company signed by one of its directors on its behalf, and shall take effect upon lodgement at the registered office of the Company.

90. No person other than a Director retiring at a general meeting shall unless recommended by the Directors be eligible for election by the Company to the office of Director unless not less than fourteen days before the date appointed for the meeting there shall have been left at the Office notice in writing signed by a Member duly qualified to attend and vote at the meeting for which such notice is given of his intention to propose such person for election together with notice in writing signed by that person of his willingness to be elected.

91. Without prejudice to the powers of the Board the Company in general meeting may appoint any person to be a Director either to fill a casual vacancy or as an additional Director.

Qualification and remuneration of directors

92. A share qualification for a Director may be fixed by the Company in general meeting and unless and until so fixed no qualification shall be required.

Alternate directors

93. Any Director may by notice in writing under his hand served upon the Company appoint any person (whether a Member of the Company or not) as an alternate Director to attend and vote in his place at any meeting of the Directors at which he is not personally present or to undertake and perform such duties and functions and to exercise such rights

as he could personally and such appointment may be made generally or specifically or for any period or for any particular meeting and with and subject to any particular restrictions. Every such appointment shall be effective and the following provisions shall apply:

- (1) Every alternate Director while he holds office as such shall be entitled:
 - (a) if his appointer so directs the Secretary to notice of meetings of the Directors; and
 - (b) to attend and to exercise (subject to any restrictions) all the rights and privileges of his appointer at all such meetings at which his appointer is not personally present.
- (2) Every alternate Director shall ipso facto vacate office if and when his appointment expires by effluxion of time or his appointer vacates office as a Director or removes the alternate Director from office as such by notice in writing under his hand served upon the Company.
- (3) No alternate Director shall be entitled as such to receive any remuneration from the Company but every alternate Director shall be entitled to be paid all reasonable expenses incurred in exercise of his duties.
- (4) A Director may act as alternate Director for another Director and shall be entitled to vote for such other Director as well as on his own account but no Director shall at any meeting be entitled to act as alternate Director for more than one other Director.

Borrowing powers of the board

94. The Board may exercise all the powers of the Company to borrow money and to mortgage hypothecate pledge or charge all or part of its undertaking property and uncalled capital and to issue debentures and other securities whether outright or as collateral security for any liability or obligation of the Company or of any third party.

Other powers and duties of the board

95. The business of the Company shall be managed by the Board who may exercise all such powers of the Company as are not required to be exercised by the Company in general meeting subject nevertheless to these Articles and to the Laws and to such regulations as may be prescribed by the Company in general meeting but no regulation so made shall invalidate any prior act of the Board. The general powers given by this Article shall not be limited or restricted by any special authority or power given to the Board by any other Article.

96. The Board may arrange that any branch of the business carried on by the Company or any other business in which the Company may be interested shall be carried on by or through one or more subsidiary companies and the Board may on behalf of the Company make such arrangements as it thinks advisable for taking the profits or bearing the losses of any branch or business so carried on or for financing assisting or subsidising any such subsidiary company or guaranteeing its contracts obligations or liabilities.

97. The Board may establish any local boards or agencies for managing any of the affairs of the Company and may appoint any one or more of its number or any other persons to be members of such local Boards or any managers or agents and may fix their remuneration and may delegate to any local board manager or agent any of the powers authorities and discretions vested in the Board with power to sub-delegate and may authorise the members of any local board to fill any vacancies and to act notwithstanding vacancies and any such appointment or delegation may be made upon such terms and subject to such conditions as the Board may think fit and the Board may remove any person so appointed and may annul or vary any such delegation but no person dealing in good faith and without notice of any such annulment or variation shall be affected thereby.

98. The Board may at any time by power of attorney given under the hand of such person or persons duly authorised in that behalf appoint any person or any fluctuating body of persons whether nominated directly or indirectly by the Board to be the attorney of the Company for such purposes and with such powers and discretions and for such periods and subject to such conditions as the Board may think fit and any such power of attorney may contain such provisions for the protection and convenience of persons dealing with any attorney as the Board may think fit and may also authorise any attorney to sub-delegate all or any of his powers and discretions.

99. (1) A Director who is in any way directly or indirectly interested in a contract or arrangement or proposed contract or arrangement with the Company shall disclose the nature of his interest at a meeting of the Board. In the case of a proposed contract such disclosure shall be made at the meeting of the Board at which the question of entering into the contract or arrangement is first taken into consideration or if the Director was not at the date of that meeting interested in the proposed contract or arrangement at the next meeting of the Board held after he became so interested. In a case where the Director becomes interested in a contract or arrangement after it is made disclosure shall be made at the first meeting of the Board held after the Director becomes so interested. For the purpose of the foregoing a general notice given to the Board by a Director to the effect that he is a member of a specified company or firm and is to be regarded as interested in any contract or arrangement which may after the date of the notice be made with that company or firm shall be deemed to be a sufficient disclosure of interest unless either it is given at a meeting of the Board or the Director takes reasonable steps to ensure that it is raised and read at the next meeting of the Board after it is given.

(2) A Director may vote in respect of any contract or arrangement in which he is interested and be counted in the quorum present at any meeting at which any such contract or arrangement is proposed or considered and if he shall so vote his vote shall be counted.

(3) A Director may hold any other office or place of profit under the Company (other than Auditor) in conjunction with his office of Director for such period and on such terms (as to remuneration and otherwise) as the Board may determine and no Director or intending Director shall be disqualified by his office from contracting with the Company either with regard to his tenure of any such other office or place of profit or as vendor purchaser or otherwise nor shall any such contract or any contract or arrangement entered into by or on behalf of the Company in which any Director is in any way interested be liable to be avoided nor shall any Director so contracting or being so interested be liable to

account to the Company for any profits realised by any such contract or arrangement by reason of such Director holding that office or of the fiduciary relationship thereby established.

(4) Any Director may act by himself or his firm in a professional capacity for the Company and he or his firm shall be entitled to remuneration for professional services as if he were not a Director.

100. All cheques promissory notes drafts bills of exchange and other negotiable instruments and all receipts for moneys paid to the Company shall be signed drawn accepted endorsed or otherwise executed in such manner as the Board shall at any time determine.

101. The Board shall cause minutes to be made in books provided for the purpose:

- (1) of all appointments of Officers;
- (2) of the names of the Directors present at each meeting of the Board and of any committee;
- (3) of all resolutions and proceedings at meetings of the Company and meetings of the Board and of committees.

Disqualification of directors

102. The office of a Director shall ipso facto be vacated:

(1) if he (not being a person holding for a fixed term an executive office subject to termination if he cease from any cause to be a Director) resigns his office by written notice signed by him sent to or deposited at the Office;

(2) if he shall have absented himself (such absence not being absence with leave or by arrangement with the Board on the affairs of the Company) from meetings of the Board for a consecutive period of twelve months and the Board resolves that his office shall be vacated;

(3) if he becomes of unsound mind or incapable;

(4) if he becomes insolvent suspends payment or compounds with his creditors;

(5) if he is requested to resign by written notice signed by all his co-Directors;

(6) if the Company in general meeting shall declare that he shall cease to be a Director.

103. If the Company in general meeting removes any Director before the expiration of his period of office it or the Board may appoint another person to be a Director in his stead who shall retain his office so long only as the Director in whose stead he is appointed would have held the same if he had not been removed. Such removal shall be without prejudice to any claims such Director may have for damages for breach of any contract of service between him and the Company.

Proceedings of directors

104. (1) The Board may meet for the dispatch of business adjourn and otherwise regulate its meetings as it thinks fit. Questions arising at any meeting shall be decided by a majority of votes. In case of an equality of votes the Chairman at the meeting shall have a second or casting vote.

(2) A Director participating by video link or telephone conference call or other electronic or telephonic means of communication in a meeting of the Board at which a quorum is present shall be treated as having attended that meeting provided that the Directors present at the meeting can hear and speak to the participating Director.

(3) A video link or telephone conference call or other electronic or telephonic means of communication in which a quorum of Directors participates and all participants can hear and speak to each other shall be a valid meeting which shall be deemed to take place where the Chairman is present unless the Directors resolve otherwise.

105. The Board shall also determine the notice necessary for its meetings and the persons to whom such notice shall be given.

106. A meeting of the Board at which a quorum is present shall be competent to exercise all powers and discretions exercisable by the Board.

107. The continuing Directors may act notwithstanding any vacancy but if and so long as their number is reduced below the minimum number fixed pursuant to these Articles the continuing Directors may act for the purpose of increasing the number of Directors to that number or of summoning a general meeting but for no other purpose. If there be no Directors able or willing to act then any holder may summon a general meeting for the purpose of appointing Directors.

108. The Board may elect a Chairman of their meetings and determine the period for which he is to hold office. If no such Chairman be elected or if at any meeting the Chairman be not present within five minutes after the time appointed for holding the same the Directors present may choose one of their number to be Chairman of the meeting.

109. The Board may delegate any of their powers to committees consisting of such one or more Directors as they think fit. Any committee so formed shall in the exercise of the powers so delegated conform to any regulations that may be imposed on it by the Board.

110. The quorum necessary for the transaction of the business of the Board may be fixed by the Board and unless so fixed shall be two except that where the minimum number of Directors has been fixed at one a sole Director shall be deemed to form a quorum. For the purposes of this Article an alternate appointed by a Director shall be counted in a quorum at a meeting at which the Director appointing him is not present.

111. A resolution in writing signed by each Director (or his alternate) entitled to receive notice of a meeting of the Board or by all the members of a committee shall be as valid and effectual as a resolution passed at a meeting of the Board or committee. Such resolution may be contained in one document or in several documents in like form each signed by one or more of the Directors or members of the committee and may be transmitted to the Company by facsimile.

Executive director

112. (1) The Board may at any time appoint one or more of their body to be holder of any executive office including the office of Managing Director on such terms and for such periods as they may determine.

(2) The appointment of any Director to any executive office shall be subject to termination if he ceases from any cause to be a Director but without prejudice to any claim for damages for breach of any contract of service between him and the Company.

(3) The Board may entrust to and confer upon a Director holding any executive office any of the powers exercisable by the Board upon such terms and conditions and with such restrictions as it thinks fit either collaterally with or to the exclusion of their own powers and may at any time revoke withdraw alter or vary all or any of such powers.

Secretary

113. The Secretary shall be appointed by the Board for such term at such remuneration and upon such conditions as the Board may think fit; and any Secretary may be removed by the Board but without prejudice to any claim which he may have for damages for breach of any contract of service between him and the Company.

114. Any provision of the Laws or these Articles requiring or authorising a thing to be done by a Director and the Secretary shall not be satisfied by its being done by the same person acting both as Director and as or in the place of the Secretary provided that nothing in this Article shall prevent or restrict a Director from being a Director or Secretary of a Director or the Secretary being corporate bodies.

The seal

115. If the Board determines to maintain a Seal they shall provide for the safe custody of the Seal which shall only be used by authority of the Board or of a committee and every instrument to which the Seal shall be affixed shall be signed by any such persons as are authorised by the Board in that behalf. The Board may authorise the use of a duplicate or facsimile Seal for use outside Guernsey in such manner as the Board may at its discretion determine.

Authentication of documents

116. Any Director or the Secretary or any person appointed by the Board for the purpose shall have power to authenticate any documents affecting the Company (including the Memorandum and these Articles) and any resolutions passed by the Company or the Board and any books records documents and accounts relating to the business of the Company and to certify copies or extracts as true copies or extracts; and where any books records documents or accounts are elsewhere than at the Office the local manager or other Officer of the Company having their custody shall be deemed to be a person appointed by the Board as aforesaid.

Dividends

117. The Company in general meeting may declare dividends but no dividend shall exceed the amount recommended by the Board.

118. No dividend shall be paid otherwise than out of the profits of the business of the Company.

119. Unless and to the extent that the rights attached to any shares or the terms of issue thereof otherwise provide all dividends shall be declared and paid according to the amounts paid up on the shares in respect whereof the dividend is paid.

120. The Board may at any time declare and pay such interim dividends as appear to be justified by the position of the Company. The Board may also declare and pay any fixed dividend which is payable on any shares of the Company half-yearly or otherwise on fixed dates whenever the position in the opinion of the Board so justifies.

121. Subject to the Laws where any asset business or property is bought by the Company as from a past date whether such date be before or after the incorporation of the Company profits and losses as from such date may at the discretion of the Board in whole or in part be carried to revenue account and treated for all purposes as profits and losses of the Company. Subject as aforesaid if any shares or securities are purchased cum dividend or interest such dividend or interest may at the discretion of the Board be treated as revenue and it shall not be obligatory to capitalise all or part of the same.

122. The Board may deduct from any dividend payable to any Member on or in respect of a share all sums of money (if any) presently payable by him to the Company on account of calls or otherwise.

123. The Board may retain any dividend or other moneys payable on or in respect of a share on which the Company has a lien and may apply the same in or towards satisfaction of the liabilities or obligations in respect of which the lien exists.

124. The Board may retain dividends payable upon shares in respect of which any person is entitled to become a Member until such person has become a Member.

125. With the sanction of the Company in general meeting any dividend may be paid wholly or in part by the distribution of specific assets and in particular of paid-up shares of the Company. Where any difficulty arises in regard to such distribution the Board may settle the same as it thinks expedient and in particular may issue fractional shares and fix the value for distribution of such specific assets and may determine that cash payments shall be made to any Members upon the footing of the value so fixed in order to adjust the rights of Members and may vest any such specific assets in trustees for the Members entitled as may seem expedient to the Board.

126. Any dividend interest or other moneys payable in cash in respect of shares may be paid by cheque or warrant sent through the post to the registered address of the holder or in the case of joint holders to the registered address of that one of the joint holders who is first named on the Register. Any one of two or more joint holders may give effectual receipts for any dividends interest bonuses or other moneys payable in respect of their joint holdings.

127. No dividend or other moneys payable on or in respect of a share shall bear interest against the Company.

128. All unclaimed dividends may be invested or otherwise made use of by the Board for the benefit of the Company until claimed and the Company shall not be constituted a trustee in respect thereof. All dividends unclaimed for a period of six years after having been declared shall be forfeited and shall revert to the Company.

Reserves

129. The Board may before recommending any dividend set aside out of the profits of the Company such sums as it thinks proper as reserves which shall at the discretion of the Board be applicable for any purpose to which the profits of the Company may be properly applied and pending such application may either be employed in the business of the Company or be invested in such investments as the Board may at any time think fit. The Board may also without placing the same to reserve carry forward any profits which it may think prudent not to divide.

Capital reserve

130. The Board may establish a capital reserve. All capital appreciation realised upon or derived from the sale or realisation of properties securities or investments or other realisations of or dealings with the capital assets or any other sums which in the opinion of the Board are of a capital nature may if so determined by the Board be applied to capital purposes only and unless forthwith appropriated to meeting realised losses on sales or realisations or on any change or transposition of securities investments or properties or other realisations of or dealings with capital assets or to writing down properties securities investments or other capital assets (either individually or in the aggregate) shall be carried by the Board to the credit of a capital reserve and all losses of a similar nature shall be carried to the debit of such capital reserve.

131. The sum carried and at any time standing to the credit of the capital reserve shall not in any event be transferred to profit and loss or revenue account but may be regarded as available for capital distribution or for making good losses on the Company's properties securities and investments or for providing for depreciation in the value of the Company's properties securities and investments. Any moneys for the time being standing to the credit of the capital reserve may at the discretion of the Board either be employed in the business of the Company or be invested in such properties investments or other assets as the Board may think fit.

Capitalisation of profits

132. The Company in general meeting may upon the recommendation of the Board resolve that it is desirable to capitalise any part of the amount for the time being standing to the credit of any of the Company's reserve accounts or to the credit of the profit and loss account or otherwise available for distribution and accordingly that such sums be set free for distribution amongst the Members who would have been entitled thereto if distributed by way of dividend and in the same proportions on condition that the same be not paid in cash but be applied either in or towards paying up any amounts for the time being unpaid on any shares held by such Members respectively or paying up in full unissued shares of the Company to be allotted and distributed credited as fully paid to and amongst such Members.

133. Whenever such resolution shall have been passed the Board shall make all appropriations and applications of the undivided profits resolved to be capitalised and all allotments and issues of fully-paid shares and generally shall do all things required to give effect thereto with full power to the Board to make such provision by payment in cash or otherwise as it thinks fit for the case of shares becoming distributable in fractions and also to authorise any person to enter on behalf of all Members entitled thereto into an agreement with the Company providing for the allotment to them respectively credited as fully paid of any further shares to which they may be entitled upon such capitalisation or (as the case may require) for the payment up by the Company on their behalf by the application thereto of their respective proportions of the profits resolved to be capitalised of the amounts or any part of the amounts remaining unpaid on their existing shares and any agreement made under such authority shall be effective and binding on all such Members.

Accounts

134. The Board shall cause proper books of account to be kept with respect to all the transactions assets and liabilities of the Company in accordance with the Laws.

135. The books of account shall be kept at the Office or at such other place as the Board shall think fit and shall at all times be open to the inspection of the Directors but no person other than a Director or Auditor or other person whose duty requires and entitles him to do so shall be entitled to inspect the books accounts and documents of the Company except as provided by the Laws or authorised by the Board or by the Company in general meeting.

136. A balance sheet shall be laid before the Company at its ordinary general meeting in each year and such balance sheet shall contain a general summary of the assets and liabilities of the Company. The balance sheet shall be accompanied by a report of the Directors as to the state of the Company as to the amount (if any) which they recommend to be paid by way of dividend and the amount (if any) which they have carried or propose to carry to reserve. The Auditors' report shall be attached to the balance sheet or there shall be inserted at the foot of the balance sheet a reference to the report.

137. A copy of every balance sheet and of all documents annexed thereto including the reports of the Directors and the Auditors shall at least ten days before the meeting be served on each of the registered holders in the manner in which notices are hereinafter directed to be served and on the Auditors. Any holder may by written notice served on the Company waive this requirement.

Audit

138. Subject to the Laws the Company may elect to become an unaudited company. Whilst the Company continues as an unaudited company the provisions of these Articles in so far as they relate to the appointment of Auditors the duties of Auditors and to the report of Auditors shall be suspended and cease to have effect.

139. A Director shall not be capable of being appointed as an Auditor.

140. A person other than a retiring Auditor shall not be capable of being appointed Auditor at an ordinary general meeting unless notice of intention to nominate that person as Auditor has been given by a Member to the Company not less than fourteen days before the meeting and the Board shall send a copy of any such notice to the retiring Auditor and shall give notice to the Members not less than seven days before the meeting provided that if after notice of the

intention to nominate an Auditor has been so given a meeting is called for a date fourteen days or less after such notice has been given the requirements of this provision as to time in respect of such notice shall be deemed to have been satisfied and the notice to be sent or given by the Company may instead of being sent or given within the time required by this Article be sent or given at the same time as the notice of the meeting.

141. The first Auditors shall be appointed by the Board before the first general meeting and they shall hold office until the first ordinary general meeting unless previously removed in which case the Members at such meeting may appoint Auditors.

142. The Board may fill any casual vacancy in the office of Auditor but while any such vacancy continues the surviving or continuing Auditors (if any) may act.

143. The remuneration of the Auditors shall be fixed by the Company in general meeting or in such manner as the Company may determine except that the remuneration of any Auditors appointed by the Directors shall be fixed by the Directors.

144. Every Auditor shall have a right of access at all times to the books accounts and documents of the Company and as regards books accounts and documents of which the originals are not readily available shall be entitled to rely upon copies or extracts certified by an officer of the Company and shall be entitled to require from the Board such information and explanations as may be necessary for the performance of their duties and the Auditors shall make a report to the Members on the accounts examined by them and the report shall state whether in their opinion the accounts give a true and fair view of the state of the Company's affairs and whether they have been prepared in accordance with the Laws.

145. Any Auditor shall be eligible for re-election.

Notices

146. A notice may be given by the Company to any Member either personally or by sending it by prepaid post addressed to such Member at his registered address or if he desires that notices shall be sent to some other address or person to the address or person nominated for such purpose.

147. Any notice or other document if served by post shall be deemed to have been served in the case of a meeting on the day next following that on which the same was posted and in any other case at the time at which the notice would be delivered in the ordinary course of post. In proving such service it shall be sufficient to prove that the notice or document was properly addressed stamped and posted.

148. A notice may be given by the Company to the joint holders of a share by giving the notice to the joint holder first named in the Register in respect of the share.

149. Any notice or document delivered or sent by post to or left at the registered address of any Member shall notwithstanding the death disability insolvency of such Member and whether the Company has notice thereof be deemed to have been duly served in respect of any share registered in the name of such Member as sole or joint holder and such service shall for all purposes be deemed a sufficient service of such notice or document on all persons interested (whether jointly with or as claiming through or under him) in any such share.

Winding up

150. (1) If the Company shall be wound up whether voluntarily or otherwise the Liquidator may with the sanction of a special resolution divide among the Members in specie any part of the assets of the Company and may with the like sanction vest any part of the assets of the Company in trustees upon such trusts for the benefit of the Members as the Liquidator with the like sanction shall think fit.

(2) If thought expedient subject to the obtaining of any necessary consents or sanctions any such division may be otherwise than in accordance with the then existing rights of the Members and in particular any class may be given preferential or special rights or may be excluded altogether or in part but in default of any such provision the assets shall subject to the rights of the holders of shares issued with special rights or privileges or on special conditions be distributed rateably according to the amount paid up on the shares.

(3) In case any of the shares to be divided as aforesaid involve a liability to calls or otherwise any person entitled under such division to any of the said shares may within fourteen days after the passing of the special resolution by notice in writing direct the Liquidator to sell his proportion and pay him the net proceeds and the Liquidator shall if practicable act accordingly.

Indemnity

151. The Directors Managing Directors managers agents Auditors Secretary and other officers or servants for the time being of the Company and the trustees (if any) for the time being acting in relation to any of the affairs of the Company and their respective heirs and executors shall be fully indemnified out of the assets and profits of the Company from and against all actions expenses and liabilities which they or their respective heirs or executors may incur by reason of any contract entered into or any act in or about the execution of their respective offices or trusts except such (if any) as they shall incur by or through their own wilful act neglect or default respectively and none of them shall be answerable for the acts receipts neglects or defaults of the others of them or for joining in any receipt for the sake of conformity or for any bankers or other person with whom any moneys or assets of the Company may be lodged or deposited for safe custody or for any bankers or other persons into whose hands any money or assets of the Company may come or for any defects of title of the Company to any property purchased or for insufficiency or deficiency of or defect in title of the Company to any security upon which any moneys of the Company shall be placed out or invested or for any loss misfortune or damage resulting from any such cause as aforesaid or which may happen in or about the execution of their respective offices or trusts except the same shall happen by or through their own wilful act neglect or default.

Inspection of documents

152. The Board shall determine whether and to what extent and at what times and places and under what conditions the accounts books and documents of the Company shall be open to inspection and no Member shall have any right of inspecting any account or book or document except as conferred by the Laws or authorised by the Board.»

Third resolution

The above resolutions will become effective once all the formalities for registration of the Company in Guernsey will have been successfully achieved. The meeting acknowledges that once all such formalities for registration of the Company in Guernsey have been achieved, the Company will be deleted from the Luxembourg companies' register.

There being no further business, the meeting is terminated.

Whereof the present deed is drawn up in Luxembourg, on the day named at the beginning of this document.

The undersigned notary who speaks and understands English, states herewith that the present deed is worded in English, followed by a French version; on request of the appearing persons and in case of divergences between the English and the French text, the English version will be prevailing.

The document having been read to the persons appearing all known to the notary by their names, first names, civil status and residences, the members of the board signed together with the notary the present deed.

Suit la traduction en français du texte qui précède:

L'an deux mille cinq, le vingt-deux avril.

Par-devant Maître Henri Hellinckx, notaire de résidence à Mersch (Grand-Duché de Luxembourg).

S'est réunie l'Assemblée Générale Extraordinaire des associés de la société à responsabilité limitée BOC No. 2, S.à r.l. (la «Société»), ayant son siège social à Luxembourg L-2320, 69A, boulevard de la Pétrusse, inscrite au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, sous le numéro B 84.383, constituée suivant acte notarié en date du 22 octobre 2001, publié au Mémorial, Recueil Spécial C, numéro 367 du 6 mars 2002. Les statuts de la Société ont été modifiés pour la dernière fois suivant acte reçu par le notaire instrumentant en date de ce jour à 18.30 heures, non encore publié au Mémorial, Recueil Spécial C.

L'Assemblée est ouverte à 19.30 heures sous la présidence de Monsieur Francis Kass, juriste, demeurant à Luxembourg,

qui désigne comme secrétaire Madame Solange Wolter-Schieres, employée privée, demeurant à Schouweiler.

L'Assemblée choisit comme scrutateur Monsieur Grégory Noyen, juriste, demeurant à Luxembourg.

Le bureau ainsi constitué, le Président expose et prie le notaire instrumentant d'acter:

I. Que la présente Assemblée Générale Extraordinaire a pour ordre du jour:

1. Transfert du siège social de la Société du Luxembourg à Guernsey et soumission de la Société au droit de Guernsey.

2. Modification des Statuts pour se conformer au droit de Guernsey.

3. Divers.

II. Que les associés présents ou représentés, les mandataires des associés représentés, ainsi que le nombre de parts sociales qu'ils détiennent sont indiqués sur une liste de présence; cette liste de présence, après avoir été signée par les associés présents, les mandataires des associés représentés ainsi que par les membres du bureau, restera annexée au présent procès-verbal pour être soumise avec lui à la formalité de l'enregistrement.

Resteront pareillement annexées aux présentes les procurations des associés représentés, après avoir été paraphées ne varietur par les comparants.

III. Que l'intégralité du capital social étant présente ou représentée à la présente assemblée, il a pu être fait abstraction des convocations d'usage, les associés présents ou représentés se reconnaissent dûment convoqués et déclarant par ailleurs avoir eu connaissance de l'ordre du jour qui leur a été communiqué au préalable.

IV. Que la présente Assemblée, réunissant l'intégralité du capital social, est régulièrement constituée et peut délibérer valablement, telle qu'elle est constituée, sur les points portés à l'ordre du jour.

L'Assemblée Générale, après avoir délibéré, prend à l'unanimité des voix les résolutions suivantes:

Première résolution

L'assemblée décide d'approuver l'enregistrement de la Société à Guernsey, de transférer le siège social de la Société du 69A, boulevard de la Pétrusse L-2320 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg au 1, Le Marchant Street, Saint Peter Port, Guernsey GY1 4HP, Channel Islands et de soumettre la Société au droit de Guernsey.

Deuxième résolution

L'assemblée décide, de manière à se conformer au droit de Guernsey, d'adopter un nouveau memorandum et les nouveaux Statuts qui auront la teneur plus amplement décrite dans la version anglaise du présent procès-verbal.

Troisième résolution

Les résolutions ci-dessus ne deviendront effectives qu'une fois toutes les formalités d'enregistrement de la Société à Guernsey accomplies avec succès. L'assemblée prend acte qu'une fois que lesdites formalités d'enregistrement de la Société à Guernsey auront été accomplies avec succès, la Société sera rayée du Registre de Commerce de Luxembourg.

Plus rien n'étant à l'ordre du jour, la séance est levée.

Dont acte, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête.

Le notaire soussigné qui comprend et parle l'anglais, constate que sur demande du comparant, le présent acte est rédigé en langue anglaise suivi d'une version française; sur demande du même comparant et en cas de divergences entre le texte français et le texte anglais, le texte anglais fait foi.

Et après lecture faite et interprétation donnée aux comparants, tous connus du notaire instrumentant par nom, prénom usuel, état et demeure, les membres du bureau ont signé avec le notaire le présent acte.

Signé: F. Kass, S. Wolter-Schieres, G. Noyen, H. Hellinckx.
Enregistré à Mersch, le 2 mai 2005, vol. 431, folio 49, case 4. – Reçu 12 euros.

Le Receveur: (signé): A. Muller.

Pour copie conforme, délivrée aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Mersch, le 24 mai 2005.

H. Hellinckx.

(079081.3/242/941) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 6 septembre 2005.

IMPRAGOLD, S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-6617 Wasserbillig, 64, route d'Echternach.
R. C. Luxembourg B 51.289.

Le bilan au 31 décembre 2004, enregistré à Luxembourg, le 25 juillet 2005, réf. LSO-BG09585, a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 4 août 2005.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Greiveldange, le 4 août 2005.

Signature.

(070495.3/000/10) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 4 août 2005.

ICARE S.A., Société Anonyme Holding.

Siège social: L-1331 Luxembourg, 65, boulevard Grande-Duchesse Charlotte.
R. C. Luxembourg B 54.948.

L'Assemblée Générale Ordinaire tenue exceptionnellement en date du 4 juillet 2005 a ratifié la décision du Conseil d'Administration de nommer aux fonctions d'administrateur UNIVERSAL MANAGEMENT SERVICES, S.à r.l. en remplacement de Monsieur Guy Fasbender.

Lors de cette même Assemblée, les mandats des administrateurs:

- Monsieur Jacques Claeys, 65, boulevard Grande-Duchesse Charlotte, L-1331 Luxembourg,
 - MONTEREY SERVICES S.A., 65, boulevard Grande-Duchesse Charlotte, L-1331 Luxembourg,
 - UNIVERSAL MANAGEMENT SERVICES, S.à r.l., 65, boulevard Grande-Duchesse Charlotte, L-1331 Luxembourg,
- ont été renouvelés et prendront fin lors de l'Assemblée Générale Ordinaire de 2006.

Nous vous demandons de bien vouloir prendre note du changement d'adresse des administrateurs.

Le mandat du Commissaire aux comptes:

- COMCOLUX S.A., 123, avenue du X Septembre, L-2551 Luxembourg,
- a été renouvelé et prendra fin lors de l'Assemblée Générale Ordinaire de 2006.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 26 juillet 2005.

Pour ICARE S.A.

MONTEREY SERVICES S.A.

Administrateur

Signatures

Enregistré à Luxembourg, le 1^{er} août 2005, réf. LSO-BH00412. – Reçu 14 euros.

Le Receveur (signé): D. Hartmann.

(070573.3/029/26) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 5 août 2005.

XENOS, Société d'Investissement à Capital Variable.

Siège social: L-2453 Luxembourg, 12, rue Eugène Ruppert.
R. C. Luxembourg B 63.698.

Extrait des résolutions de l'Assemblée Générale Ordinaire tenue à Luxembourg le 24 juin 2005

L'Assemblée Générale Ordinaire a décidé:

1. De réélire Messieurs Patrick Wagenaar, Pierre Pavlovitch, Etienne Ledecq, Alain Léonard et Donald Villeneuve en qualité d'administrateurs pour le terme d'un an, prenant fin à la prochaine Assemblée Générale Ordinaire en 2006;
2. De réélire KPMG AUDIT, S.à r.l., Luxembourg, en qualité de Réviseur d'Entreprises pour le terme d'un an, prenant fin à la prochaine Assemblée Générale Ordinaire en 2006.

Luxembourg, le 1^{er} août 2005.

Pour XENOS

BANQUE DEGROOF LUXEMBOURG S.A.

Agent Domiciliataire

J.-M. Gelhay / M. Vermeersch

Directeur / Fondé de Pouvoir Principal

Enregistré à Luxembourg, le 3 août 2005, réf. LSO-BH01354. – Reçu 14 euros.

Le Receveur (signé): D. Hartmann.

(070797.3/034/20) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 5 août 2005.

CHIMPEX S.A., Société Anonyme Holding.

Siège social: L-1331 Luxembourg, 65, boulevard Grande-Duchesse Charlotte.
R. C. Luxembourg B 32.777.

L'Assemblée Générale Ordinaire tenue exceptionnellement en date du 4 juillet 2005 a ratifié la décision du Conseil d'Administration de nommer aux fonctions d'administrateur UNIVERSAL MANAGEMENT SERVICES, S.à r.l. en remplacement de Monsieur Guy Fasbender.

Lors de cette même Assemblée, les mandats des administrateurs:

- UNIVERSAL MANAGEMENT SERVICES, S.à r.l., 65, boulevard Grande-Duchesse Charlotte, L-1331 Luxembourg,
 - Monsieur Jacques Claeys, 65, boulevard Grande-Duchesse Charlotte, L-1331 Luxembourg,
 - MONTEREY SERVICES S.A., 65, boulevard Grande-Duchesse Charlotte, L-1331 Luxembourg,
- ont été renouvelés et prendront fin lors de l'Assemblée Générale Ordinaire de 2006.

Nous vous demandons de bien vouloir prendre note du changement d'adresse des administrateurs.

Le mandat du Commissaire aux comptes:

- COMCOLUX S.A., 123, avenue du X Septembre, L-2551 Luxembourg,
- a été renouvelé et prendra fin lors de l'Assemblée Générale Ordinaire de 2006.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 25 juillet 2005.

Pour CHIMPEX S.A.

MONTEREY SERVICES S.A.

Administrateur

Signatures

Enregistré à Luxembourg, le 1^{er} août 2005, réf. LSO-BH00383. – Reçu 14 euros.

Le Receveur (signé): D. Hartmann.

(070576.3/029/26) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 5 août 2005.

DAMOVO II, S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1331 Luxembourg, 65, boulevard Grande-Duchesse Charlotte.
R. C. Luxembourg B 81.250.

Décisions de l'associée unique du 8 juillet 2005

La soussignée, DAMOVO I, S.à r.l.,
seule associée de la Société, a décidé:

- d'accepter la démission de Monsieur Nikos Stathopoulos de ses fonctions de Gérant, avec effet au 6 mai 2005
- de transférer le siège social de la société du 59, boulevard Royal au 65, boulevard Grande-Duchesse Charlotte, L-1331 Luxembourg, avec effet au 8 juillet 2005.

Le Conseil de Gérance se compose désormais comme suit:

- Monsieur Michael Collins, né le 26 mars 1937 à Chislehurst, Kent, Royaume Uni, domicilié 2, Alexandra House, Queenshill Lodge, London Road, SL5 7EQ Ascot, Berks, Royaume Uni, Président
- Monsieur Paul Fitzsimons, né le 1^{er} juin 1961 à Berkshire, Royaume Uni, domicilié 15, Portland Place, W1B 1PT London, Royaume Uni
- Monsieur Petter Jonatan Järby, né le 21 juin 1962 à Stockholm, Suède, domicilié 6, Döbelngatan, 111 40 Stockholm, Suède
- Monsieur Colm Smith, né le 16 novembre 1974 à Dublin, Irlande, domicilié 65, boulevard Grande-Duchesse Charlotte, 1331 Luxembourg, GDL
- Monsieur Oscar Cicchetti, né le 17 juin 1951 à Pizzoli, Italie, domicilié 5, San Nicola de Tolentino, 001087 Rome, Italie
- Monsieur Robert Contreras, né le 20 septembre 1962 à Peckham, Royaume Uni, domicilié 9, Thorp Arch Park, Thorp Arch, LS23 7AP Leeds, Royaume Uni
- Monsieur Bertrand Pivin, né le 14 octobre 1960 à Meknes, Maroc, domicilié 45, Avenue Kléber, 75016 Paris, France

Luxembourg, le 26 juillet 2005.

Pour DAMOVO II, S.à r.l.

MeesPierson INTERTRUST (LUXEMBOURG) S.A.

Signatures

Enregistré à Luxembourg, le 29 juillet 2005, réf. LSO-BG12119. – Reçu 14 euros.

Le Receveur (signé): D. Hartmann.

(070589.3/029/32) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 5 août 2005.